



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUILLET 2017

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	02
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	06
Séance du jeudi et vendredi 06 et 07 avril 2017	07
Séance du jeudi et vendredi 18 et 19 mai 2017	28
Séance du lundi et du mardi 26 et 27 juin 2017	31
Séance du jeudi et du vendredi 27 et 28 juillet 2017	44
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	286

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUILLET – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 06 ET 07 AVRIL 2017

N° 17-82-1 –PORTANT CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT 2016-2021 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET L'OFFICE DE L'EAU (ODE) RELATIVE À LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE DU PLAN D'EAU DU BARRAGE DE LA MANZO
07

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 18 ET 19 MAI 2017

N° 17-216-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT CTM / FEDER-FSE DU PO 2014-2020 «COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS NORD MARTINIQUE (CAP NORD MARTINIQUE) - CRÉATION D'UN RÉSEAU DE POINTS DE VUE N°SYNERGIE MQ0002995
28

SEANCE DU LUNDI ET DU MARDI 26 ET 27 JUIN 2017

N° 17-239-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE
31

N°15-2269-1 DU 17 NOVEMBRE 2015 PORTANT COFINANCEMENT À LA PRODUCTION D'UN COURT MÉTRAGE PAR L'ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE DESMARINIÈRES
31

N° 17-239-2 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE N°15-1641-24 DU 24 SEPTEMBRE 2015 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ LES DOCS DU NORD POUR LA PRODUCTION D'UN DOCUMENTAIRE INTITULÉ« KATCHOPINE »
33

N° 17-239-3 – PORTANT AVIS FAVORABLE AU REPORT DU DÉLAI DE LIVRAISON DES ÉMISSIONS SOUS LA FORME DE DIX COFFRETS DE DIX ÉMISSIONS INTITULÉES « ALLONS AU THÉÂTRE CE SOIR » RÉALISÉES PAR L'ASSOCIATION ANANAS
35

N° 17-240-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ MADIANA PRODUCTIONS POUR LA RESTAURATION ET LA NUMÉRISATION DU LONG MÉTRAGE "O MADIANA"
37

N° 17-255-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE MODERNE DE COMMUNICATION (ADTMC-KMT)
39

SEANCE DU JEUDI ET DU VENDREDI 27 ET 28 JUILLET 2017

N° 17-259-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 18 ET 19 MAI 2017
44

N° 17-260-1 – RENOUELEMENT DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE NOUVELLE ELECTION DES VICE-PRÉSIDENTS
46

N° 17-261-1 – PORTANT BUDGET SUPPLEMENTAIRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017
48

N° 17-262-1 – PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE POUR UN PRÊT SPÉCIFIQUE
51

N° 17-262-2 – PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE POUR UN PRÊT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
53

N° 17-262-3 – PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE POUR UN PRÊT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
55

N° 17-263-1 – PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N°2017-922 DU 9 MAI 2017 MODIFIANT LE CHAPITRE III DU TITRE V DU LIVRE III DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION RELATIF AU RÉGIME JURIDIQUE DES LOGEMENTS LOCATIFS CONVENTIONNÉS ET LE TITRE IV DU LIVRE IV DU MÊME CODE RELATIF AUX RAPPORTS DES ORGANISMES D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ET DES BÉNÉFICIAIRES
57

N° 17-265-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE (GPMLM) SYNERGIE MQ0008973 « EXTENSION DE LA POINTE DES GRIVES - QUAI PRINCIPAL»
59

N° 17-266-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL ÉLEVAGE POINTE ROYALE - MODERNISATION DE L'EXPLOITATION ÉLEVAGE POINTE ROYALE - RMAR040116DA0970104»
62

N° 17-267-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL FERME AURORA- MISE EN PLACE DE TECHNIQUES INNOVANTES EN ENSILAGE POUR UN ELEVAGE BOVIN NAISSSEUR-ENGRAISSEUR RMAR040116DA0970113»
65

N° 17-268-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «DISTILLERIE LA FAVORITE- PLANTATION DE 3,79HA DE CANNE À SUCRE ET ACQUISITION DE MATÉRIEL AGRICOLE (2016) - RMAR040116DA0970283»
68

N° 17-269-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'EXPLOITATION PLAINE DU GALION (E.P.G.) - MÉCANISATION CANNE 2015 - RMAR040116DA0970072»
71

N° 17-270-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS HERITIERS CRASSOUS DE MEDEUIL - PLANTATION DE 19,24 HA DE BANANES ET DE 9,75 HA DE CANNES/ ACQUISITION D'UN APPAREIL DE TRAITEMENT ANTI-CERCOSPORIOSE - RMAR040116DA0970249»
74

N° 17-271-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL LES JARDINIERS DU NORD - MODERNISATION D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE JARDINIERS DU NORD - RMAR040116DA0970285»
77

N° 17-272-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À «FLORENTIN HENRI - PLANTATION DE CANNES À SUCRE ET ACQUISITION DE MATÉRIELS - RMAR040116DA0970270»
80

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUILLET – 2017

N° 17-273-1 – PORTANT GARANTIE D'EMPRUNT SMHLM 8 LLTS
CHEMIN MAXIME LORRAIN

83

N° 17-274-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE
MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À
HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE
4 665 125,25 € CONSTITUÉ DE DEUX LIGNES DE PRÊT ET
DESTINÉ À LA CONSTRUCTION EN VEFA DE 46 LOGEMENTS
SOCIAUX DE TYPE LLS «CLOS MANSARDE 2 » - LIEU-DIT
« BOIS-NEUF » AU ROBERT

111

N° 17-275-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION
N°16-19-1 DU 16 FEVRIER 2016 ACCORDANT LA GARANTIE DE
LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ
IMMOBILIÈRE DE MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN
EMPRUNT D'UN MONTANT DE TOTAL DE 1268 496,00 €
DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX
DONT 5 LLS ET 25 LLTS AU LIEU-DIT «MJC FLOREAL»
À FORT-DE-FRANCE ET NOUVELLE GARANTIE À HAUTEUR DE
40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 233 510,00 €

141

N° 17-276-1 – PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION DE
RÉFORME DES BIENS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE
MARTINIQUE

170

N° 17-277-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE
NOUVELLE CONVENTION AVEC L'ENTREPRISE ADDIS POUR LA
PERCEPTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE PAR
DÉLIBÉRATION N°13-1247-13 AU TITRE DE L'AIDE À LA
CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS

172

N° 17-278-1 – PORTANT VERSEMENT DU SOLDE DE LA
SUBVENTION ACCORDÉE À L'ENTREPRISE "S'NEW HAIR» PAR
DÉLIBÉRATION N°13-593-2 DU 16 AVRIL 2013

181

N° 17-281-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE
DE FORT-DE-FRANCE POUR L'ORGANISATION DU FESTIVAL
CULTUREL, ÉDITION 2017

183

N° 17-282-1 – PORTANT MISE EN PLACE PAR LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU PROGRAMME PASSEUR DE
MÉMOIRE

188

N° 17-283-1 – PORTANT MISE À DISPOSITION D'UNE ANNÉE DU
DÉPÔT DE L'ŒUVRE AU CENTRE D'INTERPRÉTATION PAUL
GAUGUIN

190

N° 17-284-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE
N°14-772-5 DU 20 MAL 2014 - REPORT DE L'AIDE ALLOUÉE À
L'ASSOCIATION BY4 POUR LA RÉALISATION DE LA CRÉATION
CHORÉGRAPHIQUE «LES ARMES MIRACULEUSES»

198

N° 17-285-1 – PORTANT CONVENTION DE MISE À DISPOSITION
D'OUVRAGES AU FORMAT DAISY (DIGITAL ACCESSIBLE
INFORMATION SYSTEM) À L'ATTENTION DES USAGERS
EMPÊCHÉS DE LIRE DE LA BIBLIOTHÈQUE SCHOELCHER

200

N° 17-286-1 – PORTANT TRANSFERT À LA SOCIÉTÉ LYMIÈ FILMS
DE L'AIDE FINANCIÈRE ALLOUÉE À LA SOCIÉTÉ MNK PICTURES
POUR LA PRODUCTION DU COURT MÉTRAGE "MI BEL MIZIK"

207

N° 17-287-1 – APPROUVANT LE RETRAIT DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) DU SYNDICAT MIXTE DU
TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE (SMTCS) ET LA
DISSOLUTION DE CE SYNDICAT

213

N° 17-287-2 – PORTANT RETRAIT DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU CAPITAL SOCIAL DE LA
SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL) «TRANSPORT DE
MARTINIQUE»

215

N° 17-289-1 – PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET MARTINIQUE TRANSPORT
RELATIF A LA PASSATION DES MARCHÉS D'ÉTUDES ET
D'ASSISTANCE CONCERNANT L'EXÉCUTION DU PROJET DE LIGNE
MARITIME ENTRE SAINT-PIERRE ET FORT-DE-FRANCE

217

N° 17-292-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À
L'ASSOCIATION GÉOMARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA
RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE
L'ANNÉE 2017

229

N° 17-293-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA
FÉDÉRATION DES YOLES RONDES POUR L'ORGANISATION DU
TOUR DE MARTINIQUE DES YOLES 2017

234

N° 17-294-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION
DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE N° 16-157-1 DU 19 JUILLET
2016 RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU
COMITÉ RÉGIONAL DE BOXE

240

N° 17-294-2 – PORTANT RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION
ALLOUÉE À L'ASSOCIATION LES MOUSQUETAIRES DE DUCOS
PAR LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE LA
MARTINIQUE N°15-1530-48

242

N° 17-295-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION
N°16-327-3 DU 23 NOVEMBRE 2016 PORTANT ATTRIBUTION
D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR [XXXXXXXXX]

244

N° 17-296-1 – PORTANT CRÉATION DU DISPOSITIF CADRE DE LA
CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE
D'AUTONOMIE

246

N° 17-297-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À
L'ASSOCIATION BAY BALAN POUR L'ORGANISATION DE SON
ACTION «ACCUEIL COLLECTIF DE MINEURS»

249

N° 17-298-1 – PORTANT SUR L'ORGANISATION DE LA
MANIFESTATION D'ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES
LAURÉATS AUX EXAMENS CONFIÉS À L'AIDE SOCIALE À
L'ENFANCE POUR L'ANNÉE 2016-2017

251

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUILLET – 2017

N° 17-299-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ARTS EN ROUTE DANS LE CADRE DU PROJET «AMAZONES» SUR LA PRÉVENTION DU CANCER DU SEIN

253

ARRÊTÉ N° 09 - PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ D'ORIENTATION STRATÉGIQUE ET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (COSDA)

289

N° 17-300-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA RECHERCHE ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN CANCÉROLOGIE (AMREC)

255

N° 17-301-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ MARTINICAIS DE PRÉVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE- CENTRE DE SOINS, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PRÉVENTION EN ADDICTOLOGIE (CMPAA-CSAPA)

263

N° 17-302-1 – PORTANT PROGRAMME D'ACTIONS DE DÉMOUSTICATION POUR L'EXERCICE 2017

265

N° 17-303-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT À L'INSERTION ET L'AIDE À DOMICILE (ALIAD)

267

N° 17-304-1 – PORTANT ACQUISITION DE DEUX PARCELLES CADASTRÉES AM N°274 ET AM N°276 DÉTACHÉES DE LA COPROPRIÉTÉ «RÉSIDENTE AJOUPA» AU ROBERT

269

N° 17-305-1 – PORTANT DÉSAFFECTATION D'UNE PARTIE NON BÂTIE ET HORS CLÔTURE DE 1 HA 36 A 39 CA DE LA PARCELLE C 168 ET L'INTÉGRALITÉ DE LA PARCELLE C 170 DE 77 A 59 CA DU COLLÈGE EDMOND LUCIEN VALARD DU SAINT ESPRIT

-AVIS FAVORABLE POUR LA CESSIION PAR L'ÉTAT À LA COMMUNE ACCEPTATION DE LA CESSIION À TITRE GRATUIT PAR L'ÉTAT À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA PARTIE BÂTIE ET CLÔTURÉE DE 3 HA 79 A 31 CA DE LA PARCELLE C 168

271

N° 17-306-1 – PORTANT DÉCLASSEMENT ET DÉSAFFECTATION DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION N N°985 SISE RD 37 AUX ANSES D'ARLET/ REVERSEMENT DANS LE PATRIMOINE PRIVÉ DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - CESSIION À MONSIEUR [XXXXXXXX] DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION N N°985 DE 190M2 SITUÉE AU LIEU-DIT«PETIT ANSE» AUX ANSES D'ARLET

274

N° 17-308-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ISAGRI

276

N° 17-309-1 – PORTANT SUR LE CHOIX DE LA SOCIÉTÉ ATTRIBUTAIRE DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION TECHNIQUE ET COMMERCIALE DU RÉSEAU FTTH ET L'APPROBATION DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

281

N° 17-310-1 – MOTION DES ELUS DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE SUR LA SITUATION DE [XXXXXXXX], DIRECTEUR DE L'EPEFPA DE CROIX RIVAIL

284

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 08 – PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ DE L'EAU ET DE LA BIODIVERSITÉ

287



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-82-1-DE
Date de télétransmission : 16/08/2017
Date de réception préfecture : 16/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-82-1

PORTANT CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT 2016-2021 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET L'OFFICE DE L'EAU (ODE) RELATIVE À LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE DU PLAN D'EAU DU BARRAGE DE LA MANZO

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la directive européenne n° 2014/101/ du 30 octobre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement notamment l'article 1212-1 IV tel qu'issu de la Loi n°2004-338 du 21 avril 2004 ;

Vu la loi 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

Vu la loi n° 2009-967 du 08 août 2009 dite « grenelle 1 » de programmation relative à la mise en oeuvre du grenelle de l'Environnement ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 3 avril 2017 ;
Considérant que le Président de l'Assemblée de Martinique, Président de l'Office de l'Eau Martinique, n'a pas assisté au vote ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la convention pluriannuelle de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Office de l'Eau ayant pour objet de définir les modalités du partenariat technique et financier entre les parties pour la réalisation du programme de surveillance du plan d'eau de la retenue de la Manzo au titre de la directive cadre européenne sur l'eau.

ARTICLE 2 : Ladite convention est conclue pour la période couverte par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021. L'engagement technique et financier entre les parties couvre une durée d'un an. Le renouvellement de cet engagement fera l'objet d'une convention d'application qui sera fonction des subventions versées par l'Office de l'Eau (ODE) à la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) dans le cadre de ce programme.

ARTICLE 3 : Au titre de l'année 2016, le coût total du programme est de 51 761 € T.T.C.

La contribution de l'ODE s'élève à 45 761 € TTC soit 88,4% du programme, dont 1 200 € TTC correspondant à ses Équivalents Temps Plein soit 2,3% du programme.

La contribution de la CTM s'élève à 6 000 € TTC correspondant à ses Équivalents Temps Plein, soit 11,6 % du montant du programme.

La contribution financière de l'ODE qui sera versée à la CTM est ainsi fixée à 44 561 € TTC selon les modalités définies à l'article IX-2 de la convention de partenariat, à savoir :

- 50 % à la date de signature de la convention pluriannuelle,
- 50 % à la remise par la CTM du rapport annuel des données au format validé, du résumé et de la fiche de synthèse.

ARTICLE 4 : Les crédits correspondants sont inscrits en recette au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

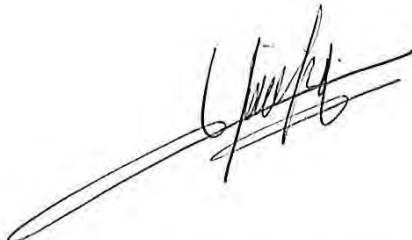
ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment la convention pluriannuelle avec l'ODE.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

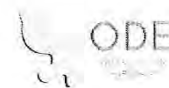
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017



Pour le Président et par délégation
Denis LOUIS-REGIS
Vice-Président
de l'Assemblée de Martinique



C.T.M

Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137
97201 FORT-DE-FRANCE

O.D.E

Office De l'Eau Martinique
7 avenue Condorcet – BP 32
97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Référence C.T.M :

Référence O.D.E :

**CONVENTION PLURIANNUELLE
DE PARTENARIAT
2016-2021**

Suivi de la qualité du plan d'eau La Manzo

Entre l'Office De l'Eau Martinique (ODE)
&
La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)

Entre les soussignés :

La Collectivité Territoriale de Martinique

Dont le siège est à *Rue Gaston Defferre - CS 30137*

97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX

N° SIRET : 20005550700012

Représenté par *Monsieur Alfred MARIE JEANNE*

Agissant en qualité de **Président du Conseil Exécutif**

Désignée ci-après par " **CTM** "

d'une part,

Et :

L'Office De l'Eau Martinique, établissement public local

Dont le siège est au *7 avenue Condorcet, 97201 Fort-de-France Cedex*

N° SIRET : 229 720 054 00013 APE 751 C

Représenté par *Madame*

Agissant en qualité de **Directrice**

Désigné ci-après par " **ODE** "

d'autre part.

Ci-après désignés individuellement par la "**Partie**" et collectivement par les "**Parties**".

VU,

- La directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau modifiée par la directive 2014/101/UE de la Commission du 30 octobre 2014,
- Le code de l'environnement,
- L'arrêté national du 7 août 2015 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux des milieux aquatiques en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement,
- L'arrêté préfectoral n° 201611-001 du 28 novembre 2016 arrêtant le programme de surveillance de l'état des eaux du bassin de la Martinique pour le cycle 2016-2021,
- La délibération CA 084-16 du 30/11/2016 arrêtant le 3ème PPI de l'ODE,
- La délibération CA 085-15 du conseil d'administration du 27 novembre 2015 de l'ODE pour la programmation des études 2016,
- La délibération CA 087-16 du conseil d'administration du 30 novembre 2016 de l'ODE pour la programmation des études 2017,
- La convention ONEMA/ODE n°002-02-2016 du 04 mars 2016 pour l'année 2016,
- La convention AFB/ODE n° 003-03-2017 du 14 avril 2017 pour l'année 2017,
- Les dispositions IV-A-2 du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux pour la période 2016 -2021, et la mesure associée N°60 du PDM (Programme de Mesures) arrêté par le Préfet le 30/11/2015 (Arrêté N° 2015 11-0057),
- En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales,
- La délibération N°17-82-1 de l'Assemblée de Martinique portant convention pluriannuelle entre la CTM et l'ODE relative au programme de surveillance du plan d'eau de la Manzo.

Les partenaires signataires inscrivent leurs actions dans le cadre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, de la loi n°2009-67 du 8 août 2009 dite « Grenelle 1 », du Schéma d'aménagement de la région (SAR), du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et des objectifs et priorités du 3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022 de l'ODE.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

L'ODE est un établissement public local à caractère administratif dont les missions définies à l'article L.213-13 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

- l'étude et le suivi des milieux aquatiques terrestres et littoraux et de leurs usages ;
- le conseil et l'assistance technique auprès des maîtres d'ouvrage, la formation et l'information dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques ;
- la programmation et le financement de travaux et d'actions, sur proposition du Comité de Bassin
- la coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement dans la limite de 1 % de ses ressources, dans le respect des engagements internationaux de la France et dans le cadre de conventions soumises à l'avis du comité de bassin.

L'ODE possède un rôle général de facilitateur des politiques publiques relatives à l'eau et aux milieux aquatiques sur le Bassin Hydrographique de la Martinique.

Il répond au travers de son programme pluriannuel d'intervention aux prérogatives du Comité de Bassin contenues dans le SDAGE révisé, du SNDE et du programme de surveillance de l'état des eaux au titre de l'article L212-IV du code de l'environnement.

Les recettes budgétaires de l'ODE proviennent des redevances sur l'eau.

La CTM est propriétaire du barrage Saint-Pierre-Manzo, destiné au stockage de l'eau d'irrigation du Périmètre Irrigué du Sud-Est de la Martinique (PISE).

La retenue du barrage de la Manzo est alimentée par l'eau pompée à la rivière Lézarde (70 %), les eaux de pluie (10%) et les eaux de ruissellement du bassin versant (20 %).

La retenue en tant que masse d'eau artificielle a obligation d'atteindre un bon potentiel écologique, conformément aux dispositions de la loi 2004-338 du 21 avril 2004. La qualité de la Manzo ayant été évaluée comme moyenne en 2012 et 2014, l'échéance pour un bon potentiel prévue pour 2015 a été reportée en 2021 par le Schéma Directeur de Gestion et d'Aménagement des Eaux (SDAGE).

Dans cet objectif, conformément aux modalités de l'arrêté du 25 janvier 2010, le programme de surveillance de l'état des eaux de la retenue Manzo pour la période couverte par le SDAGE actuel (2016-2021) comprend deux années de suivi. La description de l'action porte sur la première année de suivi, fixée à 2016. La surveillance porte sur des éléments de qualité biologiques, hydromorphologiques et physio-chimiques de la retenue de la Manzo.

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre les parties pour la réalisation du programme de surveillance du plan d'eau du barrage de la Manzo au titre de la DCE, pour la période 2016-2021.

Ce partenariat portera sur les axes suivants :

1. Assistance technique et expertise scientifique pour la mise en œuvre du programme de surveillance de la qualité de l'eau, du phytoplancton, des poissons, des crustacés, et caractérisation hydromorphologique du plan d'eau de la Manzo
2. Assistance pour l'élaboration du rapport d'étude
3. Assistance à la valorisation et à la mise à disposition des données issues du programme de surveillance

4. Assistance pour le développement d'indicateurs biologiques compatibles avec les spécificités du plan d'eau de la Manzo.

ARTICLE II - DUREE

La présente convention couvre la période 2016 – 2021.

La programmation présentée en annexes 1 et 2 est au titre de 2016-2017.

Toute modification ou renonciation à l'une quelconque des dispositions de la présente convention ne pourra prendre effet qu'après avoir fait l'objet d'un accord écrit, sous forme d'avenant, dûment signée par les Parties.

De même, la programmation au-delà de 2017 fera l'objet d'une convention d'application.

La Convention entre en vigueur à compter de la date de signature par la dernière des Parties.

ARTICLE III – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Sont également considérés comme étant des documents contractuels faisant partie de la Convention :

- le présent document ;
- Annexe A1 : Description du suivi DCE Manzo pour 2016-2017 ;
- Annexe A2 : annexe financière pour le suivi 2016 2017.

Ces annexes précédentes forment un tout indissociable avec le présent document. En cas de contradiction entre les articles du présent document et les dispositions contenues dans les annexes A1 et A2, les articles du présent document prévaudront.

ARTICLE IV – ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

La CTM s'engage à :

1. Réaliser le suivi de la qualité du plan d'eau la Manzo ; Il s'agit de mettre en œuvre le suivi chimique, biologique et hydromorphologique selon les modalités de la DCE en contractant avec un bureau d'études :
 - Assurer la rédaction du cahier des charges pour le suivi du plan d'eau ;
 - Assurer la passation du marché avec ce bureau d'études en charge des prélèvements des échantillons, de leur acheminement vers un laboratoire agréé et du contrôle des données et de leur valorisation;
 - Assurer le contrôle technique administratif et financier des missions réalisées par le bureau d'études ;
2. Produire un rapport d'étude valorisant les données (chimie, biologie, hydromorphologie, hydrologie) pour permettre une analyse de l'état des masses d'eau et une interprétation

opportune au vu des données manquantes en accord avec les experts thématiques (dire d'expert) .Fournir les données produites sous un format informatique compatible avec l'outil base de données Aquatic ou un format spécifique qui sera fourni par l'ODE Ces outils répondent aux préconisations du SANDRE (Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau) ;

3. Présenter les résultats en comité de pilotage avant validation de l'étude ;
4. Transmettre le rapport d'étude à l'ODE, l'AFB et à la DEAL ;
5. Fournir l'ensemble de ces éléments dans les délais impartis pour les subventions provenant de l'ONEMA et de l'AFB, à savoir 18 mois après la signature de la convention financière ODE/ONEMA (ou AFB), soit le 4 septembre 2017 (pour la subvention de 2016) et le 13 octobre 2018 (pour la subvention de 2017).

L'ODE s'engage à :

1. Assister la CTM pour la réalisation du programme de surveillance de la Manzo.
2. Assister la CTM pour la définition des paramètres et fréquences de suivi, pour l'élaboration du cahier des charges.
3. Assister la CTM pour le contrôle technique du marché.
4. Assister la C.T.M pour la mise en valeur des données et l'élaboration du rapport d'étude.
5. Stocker et valoriser les données transmises par la CTM dans le Système d'Evaluation de l'Etat de l'Eau (SEEE) et NAIADES.
6. Prendre en charge le financement des études réalisées par le prestataire.

ARTICLE V - CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION ET PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

V.1. Confidentialité

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit, sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie, les informations scientifiques, techniques ou commerciales, et notamment les Connaissances Propres, appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne seront pas accessibles au public. Cet engagement restera en vigueur pendant six (6) ans à compter de la date de signature de la présente convention, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière, ne portera pas sur les informations dont la Partie qui les a reçues pourra prouver :

- qu'elles sont tombées dans le domaine public sans faute de sa part, ou bien ;
- qu'elle les détenait déjà avant que l'autre Partie ne les transmette, ou bien ;
- qu'elle les a valablement reçues d'un tiers autorisé à en disposer et à les divulguer, ou bien ;
- qu'elle les a développées indépendamment de la présente convention.

Chaque Partie s'engage à informer son personnel impliqué dans la mise en œuvre de la présente convention des termes du présent sous-article et à s'assurer que ledit personnel les respectera.

V.2. Communication et publications scientifiques

Chaque Partie s'engage à mentionner le concours apporté par l'autre Partie dans toute publication ou communication sur les résultats issus du programme, sauf réserve explicite.

Les Parties s'efforcent de mutualiser leurs moyens techniques et humains, sous réserve de leur disponibilité, lors d'évènements de communication sur les résultats issus du programme.

La CTM pourra se faire représenter par un agent de l'ODE en charge des travaux menés dans le cadre du programme sur les événements liés à la qualité du plan d'eau, sous réserve d'en avoir fait la demande écrite préalable à la CTM en définissant l'étendue du pouvoir de représentation consenti.

En dehors des publications et communications relatives aux actions menées dans le cadre du programme, toute publication ou communication scientifique construite sur la base des résultats issus du programme, par l'une ou l'autre des Parties, devra recevoir, pendant la durée de la présente convention et les deux ans qui suivent son expiration, l'accord écrit de l'autre Partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux mois à compter de la demande écrite. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication (scientifique ou grand public) sera soumis à l'avis de l'autre Partie qui pourra, en motivant sa position, le refuser, ou demander de supprimer ou modifier certains éléments. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Chaque Partie pourra retarder la publication ou communication d'une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la demande si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle.

ARTICLE VI- LIVRABLES

La CTM remettra à l'ODE :

- Un rapport détaillé de la qualité des eaux du plan d'eau du barrage de la Manzo. Il sera accompagné d'une fiche de synthèse (2 pages) et d'un résumé (20 lignes) permettant de valoriser les éléments essentiels. Le format du rapport sera conforme à la trame fournie par l'ODE.

- L'ensemble des données brutes au format SANDRE à des fins de bancarisation ;

Tous les livrables (études, présentations, valorisations) devront comporter les logos des parties et de l'AFB ;

L'ensemble des livrables et le solde financier de l'année N devront avoir lieu 15 mois à compter à partir de la date de notification du marché, qui sera communiquée à l'ODE.

ARTICLE VII- CHAÎNE DE RESPONSABILITE DES DONNEES

Toutes les données brutes issues du programme de suivi sont la co-propriété et la responsabilité de **la CTM et de l'ODE**.

ARTICLE VIII - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chaque Partie reste seule propriétaire de ses Connaissances Propres.

Il est entendu que les données issues du programme demeurent la propriété de **la CTM et de l'ODE**.

ARTICLE IX – FINANCEMENT DU PROGRAMME

1. Contribution des Parties au titre de l'année 2016-2017

Le coût total de l'étude est de **51 761 € TTC**, incluant la réalisation de l'étude par le bureau d'étude et la mobilisation des agents ODE et CTM.

Dans le cadre de son Plan Pluriannuel d'Intervention (connaissances, restauration et entretien des milieux aquatiques), l'ODE participera au financement de la prestation de suivi par le bureau d'études à hauteur de : **44 561 € TTC**.

En outre, l'ODE mobilise un de ses ingénieurs spécialistes des milieux aquatiques à un coût équivalent à 3 ETP, soit un coût propre de mille deux cents euros (1 200 €).

La contribution de la CTM se traduit par la mobilisation de deux de ses ingénieurs en environnement, impliquant un coût propre de six mille euros (6 000€).

La répartition des contributions est présentée ci-après :

	€ TTC
Etude 2016 - 2017	44 561
ETP ODE	1 200
ETP CTM	6 000
TOTAL	51 761

REPARTITION	Contribution ODE (€ TTC)	Contribution CTM (€ TTC)
Etude 2016 2017	44 561	
ETP	1 200	6 000
TOTAL	45 761	6 000
soit	88,4%	11,6%

Pour les années suivantes, les modalités techniques (listes des paramètres suivis) et financières pour la mise en œuvre du Programme seront ultérieurement définies par contrat d'application.

2. Paiement

L'ODE sera sollicité à hauteur de la part du montant visé à l'article IX -1.

Les versements seront effectués par l'ODE, au nom de la Paierie de la Collectivité Territoriale sur présentation d'un courrier demandant le déclenchement et selon le cas, accompagnées des documents précisés dans l'échéancier ci-dessous :

- 50 % du montant à la signature, soit 22 280,50 € TTC ;
- 50 % à la remise par la CTM des livrables prévus à l'article VI de la présente convention, soit 22 280,50 TTC

3. Conditions de paiement

Les versements seront effectués par l'ODE par virement bancaire, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur date d'émission augmenté de deux (2) jours ouvrés, à l'ordre de la Paierie de la Collectivité Territoriale de Martinique, au compte ouvert à :

Nom et adresse du créancier :

**PAIERIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
ROUTE DE CLUNY-SCHOELCHER**

97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Compte à créditer:

Code Banque: 30001 **Code quichet:** 00064

N° de Compte: 3J130000000 **Clé RIB:** 25

À défaut de paiement intégral à la date prévue pour leur règlement, les sommes restant dues sont majorées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, de pénalités de retard dont le taux annuel est fixé au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points. Ces pénalités s'appliquent sur le montant toutes taxes comprises de la créance et sont exigibles à compter du jour suivant la date de règlement inscrite sur la facture, jusqu'à la date de mise à disposition des fonds par l'ODE.

4. Dispositions de reversement

En cas de réalisation partielle des actions prévues par la présente convention, les sommes éventuellement perçues et non-utilisées devront être reversées à l'ODE. Il en ira de même au cas où les sommes perçues utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention.

Toutes les dépenses attachées au programme, même antérieures à la date de la signature de la présente convention sont éligibles.

ARTICLE X – SUIVI ET EVALUATION

Un comité de pilotage entre les Parties est chargé du suivi de la présente convention. Il se réunit au moins une fois par an à l'initiative des Parties pour examiner la réalisation du programme et la conformité des résultats issus du programme.

Le comité de pilotage décide de toute éventuelle modification du programme et peut proposer de modifier les modalités financières relatives à la présente convention.

Un bilan d'évaluation des suivis réalisés dans le cadre de la présente convention sera élaboré par la CTM à la fin de la présente convention. Ce bilan devra permettre de fournir les éléments critiques sur l'intérêt d'un renouvellement de la présente convention.

Commission technique

Au moins trois fois sur la durée du programme (au démarrage, à mi-parcours et en fin de suivi) un groupe technique se réunit à l'initiative de la CTM pour examiner la réalisation du programme et la conformité des résultats issus du Programme.

Ce groupe technique est composé de l'ODE & de la CTM ainsi que d'autres partenaires pertinents conjointement désignés par les Parties en fonction du besoin.

ARTICLE XI- AVENANT & RESILIATION

La convention peut faire l'objet d'avenants après consultation du comité de pilotage et accord des instances délibérantes des différents signataires.

En cas de non respect par l'une ou l'autre des Parties d'une obligation inscrite dans la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la partie victime de ce non-respect à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée de la Convention, la CTM présentera à l'ODE un compte rendu détaillé et un bilan financier sur la base desquels l'ODE versera à la CTM les sommes dues au prorata des actions qui auront effectivement été réalisées.

ARTICLE XII- RESPONSABILITE

1. Chacune des Parties est responsable suivant les règles du droit applicable des dommages de toute nature causés par son personnel ou son matériel au personnel et/ou aux biens de tiers ou de l'autre Partie et qui seraient la conséquence d'un accident survenu à l'occasion de l'exécution de la présente convention.
2. Chacune des Parties assurera la couverture des conséquences de la responsabilité civile qui lui incombe en application des dispositions de l'article XI ci-dessus.
3. En cas de différend, les parties conviennent de se rapprocher en vue de tenter de résoudre leur litige à l'amiable avant toute action en justice.

ARTICLE XIII- LITIGES

En cas de litige non réglé à l'amiable, la juridiction compétente sera le Tribunal Administratif de Fort-de-France.

Les Parties attestent que la présente convention est signée selon le principe des conditions de validité des conventions à savoir que :

- L'objet de la présente convention est réel et moral
- Les parties ont la capacité juridique de contracter
- Le consentement a été obtenu sans dol ni violence
- La raison de la présente convention est licite et morale

Fait à Fort de France en 2 exemplaires originaux comprenant 12 pages recto et les 2 annexes suivantes, parties intégrantes et indissociables de la convention soit 18 pages au total :

- **Annexe 1** : Description du suivi DCE de la Manzo pour 2016-2017
- **Annexe 2** : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du bureau d'études missionné pour le suivi

Le 2017

Le Président du
Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de
Martinique

La Directrice de
l'Office De l'Eau de Martinique

M. Alfred MARIE JEANNE

Annexe 1 : Description du suivi DCE Manzo pour 2016-2017

1. Contexte de l'action dont travaux antérieurs

Le suivi de la Manzo est réalisé sous maîtrise d'ouvrage Conseil Général de la Martinique. Des suivis ont eu lieu en 2012/2013 et en 2014/2015. Ce plan d'eau est une masse d'eau artificielle pour laquelle un suivi DCE est planifié.

2. Description de l'action: étapes et calendrier

- **Septembre 2016** : 1^{ère} campagne de prélèvements (1^{ère} campagne de carême)
- **Décembre 2016** : 2^{ème} campagne de prélèvements (2^{ème} campagne de carême)
- **Février 2016** : 3^{ème} campagne de prélèvements (1^{ère} campagne hivernage)
- **Avril 2016** : 4^{ème} campagne de prélèvements (2^{ème} campagne hivernage)
- **Juin 2017** : Remise du rapport de valorisation et d'interprétation des données
- **Janvier 2017** : Réunion à mi-parcours
+ pêche + hydromorpho (période à définir)
- **Juillet 2017**: Réunion de restitution finale

Campagne de 2016-2017

- Physico chimie (4 fois)
- Phytoplancton (chlorophylle a) (4 fois)
- Chimie (4 fois)
- Hydromorphologie (1 fois) : **protocole CHARLI et ALBER**
- Pêches (1 fois)
- A évaluer : pertinence des macrophytes, diatomées et invertébrés

Pour la chimie les éléments suivis sont ceux de l'annexe 2 et de l'annexe 3 de l'arrêté du 7 août 2015 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R.212-22 du code de l'environnement ainsi que les substances suivantes complémentaires :

	Code Sandre	Paramètre	Numéro CAS
1	1101	Alachlore	15972-60-8
2	1458	Anthracène	120-12-7

3	1107	Atrazine	1912-24-9
4	1114	Benzène	71-43-2
6	1388	Cadmium et ses composés	7440-43-9
6 bis	1276	Tétrachlorure de carbone	56-23-5
7	1955	Chloroalcanes C10-C13	85535-84-8
8	1464	Chlorfenvinphos	470-90-6
9	1083	Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)	2921-88-2
9 bis		Pesticides cyclodiènes	
	1103	Aldrine	309-00-2
	1173	Dieldrine	60-57-1
	1181	Endrine	72-20-8
	1207	Isodrine	465-73-6
9 ter		DDT total et para-para-DDT	
	1144	DDD 44'	72-54-8
	1146	DDE 44'	72-55-9
	1147	DDT 24'	789-02-6
	1148	DDT 44'	50-29-3
10	1161	1,2-dichloroéthane	107-06-2
11	1168	Dichlorométhane	75-09-2
12	6616	Di(2-ethylhexyle)-phthalate (DEHP)	117-81-7
13	1177	Diuron	330-54-1
14		Endosulfan	
	1178	Endosulfan alpha	959-98-8
	1179	Endosulfan bêta	33213-65-9

18		Hexachlorocyclohexane	
	1200	Hexachlorocyclohexane alpha	319-84-6
	1201	Hexachlorocyclohexane bêta	319-85-7
	1202	Hexachlorocyclohexane delta	319-86-8
	1203	Hexachlorocyclohexane gamma	58-89-9
19	1208	Isoproturon	34123-59-6
20	1382	Plomb et ses composés	7439-92-1
22	1517	Naphtalène	91-20-3
23	1386	Nickel et ses composés	7440-02-0
24	1958	Nonylphénols (4-nonylphénol)	84852-15-3
25	1959	Octylphénols (4-1,1',3,3'- tétraméthylbutylphénol)	140-66-9
26	1888	Pentachlorobenzène	608-93-5
27	1235	Pentachlorophénol	87-86-5
29	1263	Simazine	122-34-9
29 bis	1272	Tétrachloroéthylène	127-18-4
29 ter	1286	Trichloroéthylène	79-01-6
30	2879	Composés du tributylétain (Tributylétain cation)	36643-28-4
31		Trichlorobenzène	
	1630	Trichlorobenzène-1,2,3	87-61-6
	1283	Trichlorobenzène-1,2,4	120-82-1
	1629	Trichlorobenzène-1,3,5	108-70-3
32	1135	Trichlorométhane	67-66-3
33	1289	Trifluraline	1582-09-8

36	2028	Quinoxifène	124495-18-7
38	1688	Aclonifène	74070-46-5
39	1119	Bifénox	42576-02-3
40	1935	Cybutryne	28159-98-0
41	1140	Cyperméthrine	52315-07-8
42	1170	Dichlorvos	62-73-7
45	1269	Terbutryne	886-50-0

Annexe 2 : annexe financière le suivi 2016-2017

Type de prestation	Quantité	Unité	Prix Unitaire	Prix Total (HT)
Terrain et analyses				
Logistique : déplacement pour réalisation d'une journée de prélèvement	4	Forfait	700	2 800
Mesures physico-chimiques in situ (groupe 1)	4	Forfait	110	440
Prélèvements d'eau	4	Forfait	110	440
Prélèvements de sédiments	1	Forfait	100	100
Prélèvements de phytoplancton	4	Forfait	90	360
Pêche électrique de crustacés et poissons		Forfait	2 000	4 000
Laboratoire physico-chimie				
Analyses sur matrice eau (groupe 2 et 2 bis)	8	échantillon	135	1 080
Analyses sur matrice eau (groupe 3)	8	échantillon	70	560
Analyses sur matrice eau (groupe 6, 6bis, 6ter)	8	échantillon	1 020	8 160
Analyses sur matrice sédiment/eau interstitielle (groupe 4, 4bis, 5)	1	échantillon	290	290
Analyses sur matrice sédiment/eau interstitielle (groupe 10)	1	échantillon	2 150	2 150
Analyses sur matrice biote (groupe 8)	2	échantillon	1 375	2 750
Laboratoire biologie bactériologie				
Etudes phytoplanctoniques (groupe 7)	4	échantillon	670	2 680
Analyses bactériologiques en milieu aqueux (groupe 9)	2	échantillon	130	260
Rapport d'intervention et de synthèse - réunions				
Rapport intermédiaire (1 jours par campagne)	4	jours	900	3600
Rapport final	6	jours	1 000	6000
Secrétariat (reprographie)	2	jours	150	300
Réunion (préparation et participation)	2	jours	700	1400
Caractérisation hydromorphologique				
Régime hydrologique	1	forfait	1 500	1 500

Conditions morphologiques	1	forfait	2 200	2 200
Total H.T				41 070
Total T.T.C				44 561
Total ETP				7 200
Total +ETP				51 761



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-216-1-DE
Date de télétransmission : 31/07/2017
Date de réception préfecture : 31/07/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-216-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT CTM / FEDER-FSE DU PO 2014-2020 « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS NORD MARTINIQUE (CAP NORD MARTINIQUE) – CRÉATION D'UN RÉSEAU DE POINTS DE VUE N° SYNERGIE MQ0002995

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER / FSE par la Commission Européenne le 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à 7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 23 mai 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 15 mai 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis de la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de huit cent cinquante-huit mille euros (858 000,00 €) est attribuée à la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD MARTINIQUE), pour l'opération « Création d'un réseau de points de vue – N° Synergie MQ0002995 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million cinq cent soixante mille euros (1 560 000,00 € H.T.).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER -FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense mentionnée à l'article 1 est imputée comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à six cent quatre-vingt-six mille quatre cent euros (686 400,00 € HT) soit 44% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part territoriale, s'élevant à cent soixante et onze mille six cent euros (171 600,00 € HT), soit 11% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 35 % en crédit de paiement 2017,
- 45 % en crédit de paiement 2018,
- 20% en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Une convention devra être établie entre CAP NORD et les différentes collectivités concernées pour l'entretien et la maintenance de chaque site que compose le réseau de points de vue et ceci avant la première remontée de dépenses.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-239-1-DE
Date de télétransmission : 31/07/2017
Date de réception préfecture : 31/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-239-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE N° 15-2269-1 DU 17 NOVEMBRE 2015 PORTANT COFINANCEMENT À LA PRODUCTION D'UN COURT - MÉTRAGE PAR L'ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE DESMARINIÈRES

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 15-2269-1 du 17 novembre 2015 portant cofinancement à la production d'un court-métrage intitulé « Joviac » par l'Association Sportive et Culturelle de Desmarinières ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le bilan du court métrage parvenu à la Collectivité Territoriale de Martinique le 10 janvier 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 22 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil régional de Martinique n° 15-2269-1 du 17 novembre 2015 susvisée est modifié comme suit :

« La Collectivité Territoriale de Martinique cofinance à hauteur de huit mille euros (8 000 €) représentant 22,49 % du budget prévisionnel, la réalisation d'un court métrage intitulé « Addictions » par l'Association Sportive et Culturelle de Desmarinières ».

Les autres dispositions de la délibération demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-239-2-DE
Date de télétransmission : 31/07/2017
Date de réception préfecture : 31/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-239-2

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE N° 15-1641-24 DU 24 SEPTEMBRE 2015 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ LES DOCS DU NORD POUR LA PRODUCTION D'UN DOCUMENTAIRE INTITULÉ « KATCHOPINE »

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 15-1641-24 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une aide financière à la société Les Docs du Nord pour la production d'un documentaire intitulé « Katchopine » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 22 juin ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil régional de Martinique n° 15-1641-24 du 24 septembre 2015 susvisée est modifié comme suit :

« La Collectivité Territoriale de Martinique cofinance à hauteur de quinze mille euros (15 000 €) la production d'un documentaire intitulé «Martinique Bikini » par la société Les Docs du Nord ».

Les autres dispositions de la délibération demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-239-3-DE
Date de télétransmission : 31/07/2017
Date de réception préfecture : 31/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-239-3

PORTANT AVIS FAVORABLE AU REPORT DU DÉLAI DE LIVRAISON DES ÉMISSIONS SOUS LA FORME DE DIX COFFRETS DE DIX ÉMISSIONS INTITULÉES « ALLONS AU THÉÂTRE CE SOIR » RÉALISÉES PAR L'ASSOCIATION ANANAS

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 11-834-10 du 24 mai 2011 portant cofinancement à la réalisation d'une émission intitulée « Allons au théâtre ce soir » par l'association ANANAS ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu la lettre de l'association ANANAS arrivée le 12 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 22 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le report du délai de livraison de dix (10) coffrets de dix (10) émissions intitulées « Allons au théâtre ce soir » réalisés par l'association ANANAS.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-240-1-AI
Date de télétransmission : 31/07/2017
Date de réception préfecture : 31/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-240-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ MADIANA PRODUCTIONS POUR LA RESTAURATION ET LA NUMÉRISATION DU LONG MÉTRAGE "O MADIANA"

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la lettre de la société Madiana Productions en date du 11 octobre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 22 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée à la société Madiana Productions une aide financière d'un montant maximal de dix mille euros (10 000 €) représentant 3,43 % des dépenses pour la restauration et la numérisation du long métrage intitulé « Ô Madiana ».

ARTICLE 2 : Cette somme est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 60 % lorsque la présente délibération est exécutoire,
- le solde sur présentation de pièces justificatives.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-255-1-DE
Date de télétransmission : 31/07/2017
Date de réception préfecture : 31/07/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-255-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE MODERNE DE COMMUNICATION (ADTMC-KMT)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil et notamment les articles 2044 à 2058 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-8-1 du 25 février 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif notamment son article 1 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 21 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le règlement par convention transactionnelle d'une indemnisation au profit de l'association de développement technique moderne de communication (ADTMC) - KMT d'un montant de cent cinquante mille euros (150 000 €) pour la captation des séances plénières de l'Assemblée de Martinique réalisées depuis le 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.



Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-255-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-après par le terme :
« La Collectivité »

d'une part,

ET

L'ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE MODERNE DE COMMUNICATION (ADTMC) représentée par Monsieur habilité à cet effet et désigné ci-après par le terme :
« L'ADTMC »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu la délibération n°... du autorisant la signature de la présente convention transactionnelle,

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'Association de Développement Technique Moderne de Communication (ADTMC)-KMT a procédé librement et comme le prévoit la loi, à la captation des assemblées plénières de la Collectivité Territoriale de Martinique, de janvier 2016 à mai 2017 ; ces captations ayant pour but d'être retransmises sur la chaînes de télévision locale KMT.

A ces occasions, la Collectivité a récupéré le flux afin de permettre la retransmission en direct des assemblées sur ses sites internet et intranet.

ADTMC-KMT a donc à cet égard, réalisé une prestation au bénéfice de la Collectivité.

L'ADTMC a fait parvenir à la CTM une facture de 240 000€ correspondant aux captations réalisées en 2016.

Cependant, la prestation n'étant encadrée par aucun contrat, cette facture ne peut être payée.

Aussi, soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, le flux ayant bien été utilisé par la Collectivité, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger.

Ainsi, tel que le prévoit l'article 2044 du code civil, il est proposé de procéder à la signature d'une convention transactionnelle, à savoir « un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ».

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à l'ADTMC

La CTM versera à l'ADTMC une indemnisation de 150 000 € (cent cinquante mille euros) pour les captations des séances de l'assemblée de Martinique réalisées de Janvier 2016 à mai 2017.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition Résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la Transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code Civil, avec toutes conséquences de droit.

L'ADTMC s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

Le Directeur de l'association
ADTMC

Le Président du Conseil Exécutif
Alfred MARIE-JEANNE dûment habilité
par la délibération n° ---- de l'Assemblée
Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-259-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-259-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 18 ET 19 MAI 2017

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 18 et 19 mai 2017, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-260-1-DE
Date de télétransmission : 11/08/2017
Date de réception préfecture : 11/08/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-260-1

RENOUVELLEMENT DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

NOUVELLE ELECTION DES VICE-PRÉSIDENTS

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 7223-1 à L 7223-4;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0002 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection des vice-présidents de l'Assemblée de Martinique;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant que l'élection se déroule au scrutin de liste avec une répartition des sièges à la proportionnelle à la plus forte moyenne ;

Considérant la liste déposée par le groupe Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans;

Considérant la liste déposée par le groupe Ensemble Pour une Martinique Nouvelle ;

Considérant le résultat du vote : 33 voix obtenues par la liste déposée par le groupe Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans, 17 voix obtenues par la liste déposée par le groupe Ensemble Pour une Martinique Nouvelle et 1 vote Blanc;

Considérant qu'une première répartition des sièges a conduit à l'octroi de deux sièges au groupe Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans et un au groupe Ensemble Pour une Martinique Nouvelle ;

Considérant que le siège restant à pourvoir a été attribué au groupe Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans après application de la règle de la plus forte moyenne ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE UNIQUE : Sont élus vice-présidents de l'Assemblée de Martinique les quatre conseillers à l'Assemblée de Martinique ci-après mentionnés :

Pour le groupe Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans :

- Monsieur Yan MONPLAISIR
- Madame Marie-France TOUL
- Monsieur Denis LOUIS-REGIS.

Pour le groupe Ensemble Pour une Martinique Nouvelle :

- Monsieur Fred LORDINOT.

Ainsi adopté par l'Assemblée de Martinique en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique:

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-261-1-DE
Date de télétransmission : 08/08/2017
Date de réception préfecture : 08/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-261-1

PORTANT BUDGET SUPPLEMENTAIRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (pouvoir donné à Daniel ROBIN), Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE (pouvoir donné à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Lucien RANGON.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement de la Martinique (CCEE) le 24 juillet 2017;
Vu l'avis émis par le Conseil Economique et Social Environnemental Régional Martinique (CESER), le 25 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 18 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 20 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 20 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 20 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 20 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 21 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 24 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 24 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 24 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 24 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 25 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le budget supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2017 est adopté comme figurant aux documents annexés à la présente délibération :

- en mouvements budgétaires : 77 057 090,36 €
- en mouvements réels : 76 912 438,36 €
- en mouvements d'ordre : 144 652,00 €.

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

B. S. 2 0 1 7	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS REELS & D'ORDRE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Principal						
Investissement	49 998 094,91	49 998 094,91			49 998 094,91	49 998 094,91
Fonctionnement	26 151 319,58	26 151 319,58			26 151 319,58	26 151 319,58
	76 149 414, 49	76 149 414, 49	0,00	0,00	76 149 414, 49	76 149 414, 49
Budget L. D. A.						
Investissement	300 970,93	156 318,93		144 652,00	300 970,93	300 970,93
Fonctionnement	153 520,36	298 172,36	144 652,00		298 172,36	298 172,36
	454 491,29	454 491,29	144 652,00	144 652,00	599 143,29	599 143,29
Budget B.G.P.I.S.E.						
Investissement	308 532,58	308 532,58			308 532,58	308 532,58
Fonctionnement	308 532,58	308 532,58			308 532,58	308 532,58
Budget Général						
Investissement	50 299 065,84	50 154 413,84	0,00	144 652,00	50 299 065,84	50 299 065,84
Fonctionnement	26 613 372,52	26 758 024,52	144 652,00	0,00	26 758 024,52	26 758 024,52
	76 912 438,36	76 912 438,36	144 652,00	144 652,00	77 057 090,36	77 057 090,36

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 30 voix pour et 14 voix contre, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-262-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-262-1

PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE POUR UN PRÊT SPÉCIFIQUE DOSSIER MADAME

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 24 juillet 2017 ;

vu l'avis émis par la commission d'aides aux étudiants le 20 septembre 2016 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée à Madame une remise gracieuse du reliquat de sa dette née d'un prêt spécifique pour un montant de deux mille huit cent cinquante-neuf euros (2 859 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-262-2-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-262-2

PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE POUR UN PRÊT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DOSSIER MADAME

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDÀ.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 24 juillet 2017 ;

vu l'avis émis par la Commission d'Aides aux Etudiants le 20 septembre 2016 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée à Madame une remise gracieuse totale de sa dette née d'un prêt d'études supérieures pour un montant de trois mille six cent cinquante huit euros soixante dix huit centimes (3 658,78 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-263-3-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-262-3

PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE POUR UN PRÊT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DOSSIER MADAME

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission éducation - jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 24 juillet 2017 ;

vu l'avis émis par la Commission d'Aides aux Etudiants le 20 septembre 2016 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est accordée à Madame une remise gracieuse totale de sa dette née d'un prêt d'études supérieures pour un montant de mille huit cent vingt-neuf euros trente-neuf centimes (1 829,39 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-263-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-263-1

PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N°2017-922 DU 9 MAI 2017 MODIFIANT LE CHAPITRE III DU TITRE V DU LIVRE III DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION RELATIF AU RÉGIME JURIDIQUE DES LOGEMENTS LOCATIFS CONVENTIONNÉS ET LE TITRE IV DU LIVRE IV DU MÊME CODE RELATIF AUX RAPPORTS DES ORGANISMES D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ET DES BÉNÉFICIAIRES

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la saisine du Représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 11 juillet 2017;
Considérant la parution au JORF n°0109 du 10 mai 2017 du décret n°2017- 922 du 9 mai 2017 modifiant le chapitre III du titre V du livre III du Code de la Construction et de l'Habitation relatif au régime juridique des logements locatifs conventionnés et le titre IV du livre IV du même code relatif aux rapports des organismes d'habitations à loyer modéré et des bénéficiaires ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication du décret n°2017-922 du 9 mai 2017 et émet un avis favorable sur la modification du chapitre III du titre V du livre III du Code de la construction et de l'habitation relatif au régime juridique des logements locatifs conventionnés et sur la modification du titre IV du livre IV du même code relatif aux rapports des organismes d'habitations à loyer modéré et des bénéficiaires.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-265-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-265-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE (GPMLM) SYNERGIE MQ0008973 « EXTENSION DE LA POINTE DES GRIVES – QUAI PRINCIPAL »

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LÉBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu la décision n°C (2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;

Vu la décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de gestion de service d'intérêt économique général ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour attribuer, par arrêtés délibérés pris en Conseil Exécutif, les aides relevant des fonds européens et celles intervenant en cofinancement de ces dossiers pour lesquels le coût total des projets relevant du FEDER est inférieur à 800 000 € ;
Vu la demande du GPMLM en date du 14 octobre 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale du 15 novembre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 21 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de vingt-trois millions d'euros (23 000 000 €), est attribuée au Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM), pour l'opération « Synergie MQ0008973 : Extension de la pointe des grèves – Quai principal ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à quarante-deux millions d'euros (42 000 000 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : L'aide mentionnée à l'article 1 fera l'objet d'un conventionnement sous réserve des conditions suivantes :

- Production de l'accord ferme du prêt,
- Confirmation des services de la DEAL de la comptabilité des travaux à la décision du Tribunal,
- Production des justificatifs de mise en concurrence.

ARTICLE 3 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à treize millions d'euros (13 000 000,00 €) soit 31% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,

- Pour la part territoriale, s'élevant à dix millions d'euros (10 000 000 €) soit 24% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 20% en crédits de paiement en 2018
- 50% en crédits de paiement en 2019
- 30% en crédits de paiement en 2020.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-266-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-266-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL ÉLEVAGE POINTE ROYALE – MODERNISATION DE L'EXPLOITATION ÉLEVAGE POINTE ROYALE – RMAR040116DA0970104»

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Liège LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 8 septembre 2015 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 23 mai 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-huit euros soixante-deux centimes (127 888,62 €), soit 59,30% du coût total prévisionnel éligible de 215 670,15 € est attribuée à la « SARL ELEVAGE POINTE ROYALE – MODERNISATION DE L'EXPLOITATION ELEVAGE POINTE ROYALE –RMAR040116DA0970104».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISÉ





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-267-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-267-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL FERME AURORE – MISE EN PLACE DE TECHNIQUES INNOVANTES EN ENSILAGE POUR UN ELEVAGE BOVIN NAISSEUR-ENGRAISSEUR – RMAR040116DA0970113»

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 25 février 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 23 mai 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de trois cent quatre mille quatre cent trente euros quarante-trois centimes (304 430,43 €), soit 61,56% du coût total prévisionnel éligible de 494 541,07 € est attribuée à l'«EARL FERME AURORE – Mise en place de techniques innovantes en ensilage pour un élevage bovin naisseur-engraisseur – RMAR040116DA0970113».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de cinquante-trois mille sept cent vingt-trois euros deux centimes (53 723,02 €) est attribuée à l'«EARL FERME AURORE – Mise en place de techniques innovantes en ensilage pour un élevage bovin naisseur-engraisseur – RMAR040116DA0970113».

Ces aides sont accordées dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-268-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-268-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «DISTILLERIE LA FAVORITE – PLANTATION DE 3,79HA DE CANNE À SUCRE ET ACQUISITION DE MATÉRIEL AGRICOLE (2016) – RMAR040116DA0970283»

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 9 septembre 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 23 mai 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent trente-six mille neuf cent cinquante-sept euros trente-sept centimes (136 957,37 €), soit 56,50% du coût total prévisionnel éligible de 242 385,78 € est attribuée à la «DISTILLERIE LA FAVORITE – Plantation de 3,79ha de canne à sucre et acquisition de matériel agricole (2016) – RMAR040116DA0970283».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de vingt-quatre mille cent soixante-huit euros quatre-vingt-quinze centimes (24 168,95 €) est attribuée à la «DISTILLERIE LA FAVORITE – Plantation de 3,79ha de canne à sucre et acquisition de matériel agricole (2016) – RMAR040116DA0970283».

Ces aides sont accordées dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-269-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-269-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EXPLOITATION PLAINE DU GALION (E.P.G.) – MÉCANISATION CANNE 2015 – RMAR040116DA0970072»

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 18 janvier 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 23 mai 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de deux cent quarante-trois mille cent trois euros dix-neuf centimes (243 103,19 €), soit 56,52% du coût total prévisionnel éligible de 430 080,82 € est attribuée à l'«EXPLOITATION PLAINE DU GALION (E.P.G.) – Mécanisation canne 2015 – RMAR040116DA0970072».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quarante-deux mille neuf cents euros cinquante-sept centimes (42 900,57 €) est attribuée à l'«EXPLOITATION PLAINE DU GALION (E.P.G.) – Mécanisation canne 2015 – RMAR040116DA0970072».

Ces aides sont accordées dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-270-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-270-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS HERITIERS CRASSOUS DE MEDEUIL – PLANTATION DE 19,24 HA DE BANANES ET DE 9,75 HA DE CANNES / ACQUISITION D'UN APPAREIL DE TRAITEMENT ANTI-CERCOSPORIOSE – RMAR040116DA0970249 »

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 10 juin 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 29 juin 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de soixante-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-douze euros treize centimes (79 692,13 €), soit 46,55 % du coût total prévisionnel éligible de 171 208,40 €, est attribuée à la «SAS HERITIERS CRASSOUS DE MEDEUIL – Plantation de 19,24 ha de bananes et de 9,75 ha de cannes. Acquisition d'un appareil de traitement anti-cercosporiose – RMAR040116DA0970249 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-271-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-271-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL LES JARDINIERS DU NORD – MODERNISATION D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE JARDINIERS DU NORD – RMAR040116DA0970285 »

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 19 septembre 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 29 juin 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent quarante-trois mille trois cent quatre-vingt-deux euros quarante-six centimes (143 382,46 €), soit 60,46% du coût total prévisionnel éligible de 237 165,50 €, est attribuée à la «SARL LES JARDINIERS DU NORD – Modernisation d'une exploitation agricole jardiniers du Nord – RMAR040116DA0970285».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

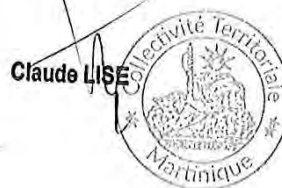
ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-272-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-272-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À «FLORENTIN HENRI – PLANTATION DE CANNES À SUCRE ET ACQUISITION DE MATÉRIELS – RMAR040116DA0970270»

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 4 août 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 29 juin 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent trente-trois mille six-cent-vingt-neuf euros dix centimes (133 629,10 €), soit 59,70% du coût total prévisionnel éligible de 223 811,95 €, est attribuée à «FLORENTIN Henri – Plantation de cannes à sucre et acquisition de matériels – RMAR040116DA0970270».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-273-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-273-1

PORTANT GARANTIE D'EMPRUNT SMHLM 8 LLTS CHEMIN MAXIME LORRAIN

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Martiniquaise d'HLM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 594 665,00 €, destiné à la construction de 8 logements sociaux (8 LLTS) au lieu-dit Chemin Maxime, ville du Lorrain ;

Vu le contrat de prêt N°61208 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de trois cent cinquante-six mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf euros (356 799,00 €) représentant 60% d'un emprunt d'un montant de 594 665,00 € souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 61208, destiné à la construction 8 logements sociaux (8 LLTS) au lieu-dit Chemin Maxime, ville du Lorrain.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT PRÉF

N° 61208

Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM - n° 000261965

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PROCES-VERBAUX V161.0 page 1/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM, SIREN n°: 305306375, sis(e) IMMEUBLE TEMPO VOIE N 13 JAMBETTE BEAUSEJOUR BP 597 97200 FORT DE FRANCE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE MARTINICAISE D HLM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0063-PR0068 V1.61.0 page 2/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération MAXIME, Parc social public, Construction de 8 logements situés Chemin MAXIME 97214 LORRAIN.

Ce Prêt concourt au financement de l'opération comportant au total 59 logements.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-quatre-vingt-quatorze mille six-cent-soixante-cinq euros (594 665,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-quatorze mille six-cent-soixante-cinq euros (594 665,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

PROCES-VERBAUX V1.61.0 Page 4/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261565

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 4/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] : qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PROCES-PROCES V1.61.0 page 5/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

5/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI)** » est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

PR0003-PR0003 V1.61.0 page 6/22
Contrat de prêt n° 61203 Emprunteur n° 000261965

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 6/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Simple Révisibilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne, à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.


Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

Paraphes


7/22

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 17/05/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 8/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PROCE-PROCE8 V1.61.0 page 9/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 00061965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI		
Enveloppe	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5178474		
Montant de la Ligne du Prêt	594 665 €		
Commission d'instruction	0 €		
Durée de la période	Annuelle		
Taux de période	0,55 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %		
Phase d'amortissement			
Durée	40 ans		
Index	Livret A		
Marge fixe sur Index	- 0,2 %		
Taux d'intérêt ¹	0,55 %		
Périodicité	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	SR		
Taux de progressivité des échéances	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt

PR0063-PR0068 V1.61.0 page 1022
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 10/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PROCES-PROCED V1.61.0 page 12/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 12/22

Paraphes /



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PR0063-PR0068 V1 61.0 page 13/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDOS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes /

PR0063-PR0068 V1.61.0 page 15/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261925

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 15/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	60,00
Collectivités locales	COMMUNE DU LORRAIN	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PROCES-VERBAUX V161.0 page 16/22
Contrat de prêt n° 61203 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 16/22

Paraphes



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes

PR0063-PR0068 V1 61.0 page 17/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 17/22

GRANDE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

PR0063-PR0069 V1.61.0 page 18/22
Contrat de prêt n° 61203 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/22

Paraphes



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

PROCES-VERBAUX V1 EN 0 page 19/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 19/22

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE


A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PR0653-PR0658 V1 61 0 page 21/22
Contrat de prêt n° 61208 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Paraphes


21/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 23/02/17

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature


S.A. du Crédit de l'Antilles
97207 Fort de France CEDEX - BP 507
TEL 0596 75 64 64
SIREN 305 305 175

Le, 23/02/17

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M

Nom / Prénom :

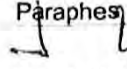
Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


Directeur territorial

Paraphes


JARRY CEDEX -
22/22

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Martiniquaise d'HLM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 60 % d'un emprunt d'un montant en capital de 594 665,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 8 logements sociaux LLTS lieu-dit Chemin Maxime, sur le territoire de la ville du Lorrain.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 60 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de CINQ CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE SIX CENT SOIXANTE CINQ EUROS (594 665,00 €) destiné à la construction 8 logements sociaux LLTS lieu-dit Chemin Maxime, sur le territoire de la ville du Lorrain.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2017 :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)
Montant :	594 665 €
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Simple révisabilité » (SR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-274-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-274-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ
D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À
HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 4 665 125,25 €
CONSTITUÉ DE DEUX LIGNES DE PRÊT ET DESTINÉ À LA CONSTRUCTION EN VEFA DE
46 LOGEMENTS SOCIAUX DE TYPE LLS « CLOS MANSARDE 2 »
- LIEU-DIT « BOIS-NEUF » AU ROBERT**

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil notamment l'article 2298;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;

Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 4 665 125,25 €, constitué de deux lignes de prêt pour la construction en VEFA de 46 LLS « Clos Mansarde 2 » au lieu-dit « Bois-neuf » ville du Robert;
Vu le contrat de prêt N°62993 en annexe signé entre la SEMAG et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux millions trois cent trente deux mille cinq cent soixante-deux euros soixante-trois centimes (2 332 562,63 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 4 665 125,25 € souscrit par la SEMAG auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°62993, destiné à la construction de 46 logements LLS « Clos Mansarde 2 » au lieu-dit « Bois-Neuf », sur le territoire de la ville du Robert.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

CONTRAT DE PRÊT

N° 62993

Entre

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE - n° 000249691

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PROCES-VERBAUX V1 61.0 page 123
Contrat de prêt n° 02993 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 66 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE, SIREN n°:
342763968, sis(e) LOT GRAND CAMP LA ROCADE BP 3082 97139 LES ABYMES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE** » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROCES-VERBAUX V. 5.1.0, page 2/23
Contrat de prêt n° 02583 Emprunteur n° 000249591

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS	
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0003-PR0003 V1.61.0 page 323
Contrat de prêt n° 62593 Emprunteur n° 0002-0991

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Clos Mansarde 2, Parc social public, Acquisition en VEFA de 46 logements situés Mansarde 97231 ROBERT.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions six-cent-soixante-cinq mille cent-vingt-cinq euros et vingt-cinq centimes (4 665 125,25 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de trois millions neuf-cent-quatre-vingt-trois mille cent-huit euros et cinquante-trois centimes (3 983 108,53 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de six-cent-quatre-vingt-deux mille seize euros et soixante-douze centimes (682 016,72 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

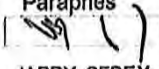
Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes


4/23

GRUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

PR003-PP0008 V1.61.0 page 7/23
Contrat de prêt n° 62593 Emprunteur n° 0002-49691

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **06/07/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PROCES-VERBAUX V1.61.0 page 8/23
Contrat de prêt n° 62593 Emprunteur n° 00024931

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts Indiqué à l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site Internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PROCES-PROC008 V1.61.0 page 3/23
Contrat de prêt n° 62593 Emprunteur n° 0002-49691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

()

9/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5178478	5178477		
Montant de la Ligne du Prêt	3 983 108,53 €	682 016,72 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,35 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	1,35 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ¹	1,35 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX V.1.01.0 Page 10/23
Contrat de prêt n° 62553 Emprunteur n° 000249691

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

10/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PR0003-PR0003 V1.61.0 page 11/23
Contrat de prêt n° 62583 Emprunteur n° 0002-6691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE
Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 81 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes

JARRY CEDEX -
11/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PROCES-VERBAUX V. 61.0 Page 12/23
Contrat de prêt n° 000249891

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"} - 1}]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR0053-PR0058 V1.61.0 page 13/23
Contrat de prêt n° 62963 Emprunteur n° 0002-6991

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 08 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@calssedesdepots.fr

Paraphes

(S) (B)

13/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

PR003-PR008 V1.61.0 page 15/23
Contrat de prêt n° 02993 Emprunteur n° 00049891

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes

JARRY CEDEX - 15/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

PROCES-VERBAUX V.15.0 page 16/23
Contrat de prêt n° 02963 Emprunteur n° 000245691

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
16/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».
- devenir propriétaire du ou des biens immobiliers financés par le Prêt à l'issue de la période « de défiscalisation ». Cette disposition est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur à lui consentir ledit Prêt.

A cet égard, l'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur les pièces ci-après :

- l'agrément de défiscalisation définitif avant la deuxième échéance du Prêt,
- son titre de propriété à l'issue de la période de défiscalisation avant la huitième échéance du Prêt, sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt dans les conditions financières fixées à l'Article « Remboursements anticipés et leurs conditions financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DU ROBERT	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

PROCES-VERBAUX V1 61.0 page 17/23
Contrat de prêt n° 02953 Emprunteur n° 000245691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX - 17/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/23

GRUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locaux sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PR0003-PR0008 V1.61.0 page 19/23
Contrat de prêt n° 52953 Emprunteur n° 0002-0001

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX - 19/23



www.groupecaissedepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PROCES-VERBAUX V.1.0, page 20/23
Contrat de prêt n° 62393 Emprunteur n° 000249591

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97088
Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
20/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des Intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PRO003-PRO0068 V1.61.0 page 21/23
Contrat de prêt n° 02093 Emprunteur n° 0002-49651

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - 21/23
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes



JARRY CEDEX -
22/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 10 AVR. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et signature du Directeur Général

SEMAG
AMÉNAGEUR DE TERRITOIRES

BP 289 Boisrigneaux • 97182 Les Abymes Cedex
Tél : 0590 93 23 90 • Fax : 0590 93 23 46
Société Anonyme au Capital de 110 000 000 € - RC 876 300 - Siret : 312 769 968 00035

Le, 07 AVR. 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Régional

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et signature du Directeur Régional

Procès-Verbal V1.0 Page 22/23
Contrat de prêt n° 000246601

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

23/23



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMAG en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 4 665 125,25 € constitué de deux lignes de prêt plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction en VEFA de 46 LLS « Clos Mansarde 2 » au lieu-dit « Bois-Neuf », sur le territoire de la ville du Robert.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement de deux emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE MILLIONS SIX CENT SOIXANTE CINQ MILLE CENT VINGT CINQ EUROS ET VINGT CINQ CENTIMES (4 665 125,25 €) destiné au financement de la construction en VEFA de 46 logements sociaux LLS « Clos Mansarde 2 » au lieu-dit « Bois-neuf », sur le territoire de la ville du Robert.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL FONCIER)
Montant :	3 983 108,53 €	682 016,72 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	Double révisabilité » (DR)	«Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur. Pour ce faire, un titre de recettes à l'encontre de l'emprunteur sera émis dès la saisie du mandat relatif à la mise en jeu de la garantie.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant.

Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée. Cette demande ne pourra être formulée que dans les conditions ci-après énoncées :

- qu'après un délai de 6 années à compter de la déclaration d'achèvement des travaux,
- que dans l'hypothèse où la Caisse des Dépôts et Consignations a sollicité la garantie du garant,
- et, qu'après avoir adressé au bénéficiaire une mise en demeure d'avoir à régulariser les échéances impayées sous un mois, adressée par courrier recommandé avec accusé réception, restée sans effet.

Il est convenu que ces 3 conditions sont cumulatives.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMAG, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-275-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-275-1

**PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-19-1 DU 16 FEVRIER 2016
ACCORDANT LA GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN
MONTANT DE TOTAL DE 1 268 496,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS
SOCIAUX DONT 5 LLS ET 25 LLTS AU LIEU-DIT « MJC FLOREAL » À FORT-DE-FRANCE
ET NOUVELLE GARANTIE À HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN
MONTANT TOTAL DE 1 233 510,00 €**

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil notamment l'article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique tendant à solliciter la modification de la délibération accordant la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 1 268 496,00 €, destiné à la construction de 30 logements sociaux au lieu-dit « MJC Floréal », ville de Fort-de-France ;

Vu le contrat de prêt N°62949 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est annulée la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-19-1 du 16 février 2016 par laquelle la Collectivité Territoriale de Martinique a accordé sa garantie à hauteur de 40% d'un emprunt composé de quatre lignes d'un montant total de 1 268 496,00 € destiné à la construction de 30 logements sociaux à « MJC Floréal » sur le territoire de Fort-de-France.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de la Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de quatre cent quatre-vingt-treize mille quatre cent quatre euros (493 404,00 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 1 233 510,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 62949, destiné à la construction de 30 logements sociaux dont 5 LLS et 25 LLTS au lieu-dit « MJC Floréal », sur le territoire de la ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes:

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

N° 62949

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

[Signature] *[Signature]*

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél. 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
dr.antilles.guyane@caissedesdepots.fr

1/23

05/06/2017 12:33 Page 173
Direction de l'Environnement 05/06/2017 12:33



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.grupocaissedepots.fr

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n° 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIERE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIEME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tel 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 21 73 20
dr.anthilles-cuyane@caissedesdepots.fr

BAIE MAHAULT BATIMENT 4 97086 JARRY CEDEX
2/23

Paraphes

[Signature] *[Signature]*



SOMMAIRE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

JARRY CEDEX
3/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX
Tél. 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 13 20 JARRY CEDEX 3/23
dr. antilles-guyane@caissadedepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération MJC FLOREAL Parc social public. Construction de 30 logements situés Floreal 97200 FORT-DE-FRANCE

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million deux-cent-trente-trois mille cinq-cent-dix euros (1 233 510,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-sept mille trois-cent-vingt-neuf euros (587 329,00 euros)
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-quarante-neuf mille douze euros (349 012,00 euros)
- PLUS, d'un montant de cent-quatre-vingt-deux mille neuf-cent-trois euros (182 903,00 euros)
- PLUS foncier, d'un montant de cent-quatorze mille deux-cent-soixante-six euros (114 266,00 euros)

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

9 JLR

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2405 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tel 05 90 21 18 65 - Télécopie 05 90 91 73 20

di.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX - 4/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2405 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tel. 05 90 21 13 68 - Télécopie 05 90 51 73 20
E-mail : contact@caissedesdepots.fr

5.23



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n° 86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel, le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2405 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
Internet : www.caissedepots.fr 6/23



www.caissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous.

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97096 JARRY CEDEX -
Tel 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
ou antilles.miyane@caissedesdepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 13/07/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** »

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 97086 JARRY CEDEX
Tel 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 31 73 20
di.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
9 N/A
8/23



www.groupes.caissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLIE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tel : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

fr:antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX
9/23



ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes

Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Offre CDC			
	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5139992	5139993	5139990	5139991
Montant de la Ligne du Prêt	587 329 €	349 012 €	182 903 €	114 255 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le taux d'intérêt de dessus est pour les emprunts à durée fixe et pour les emprunts à durée variable de la Ligne du Prêt

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
or. antilles-cayane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX
10/23



www.tunisie.caissedepots.tn

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

À chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX
Tél : 05 90 21 18 66 / Télécopie : 05 90 21 73 20
dr. antilles-quilima@caissedesdepots.fr

11/23



ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495
Tél. 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
© antilles-guyane@caissedesdepots.fr

BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97088

JARRY CEDEX -
12/23



www.caisse-desdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

« Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 »

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

[Signature] *[Signature]*
JARRY CEDEX
14/23

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20

dr. antoine.dujane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis ;

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE BP 2495 BAIE MAHAULT BATIMENT 4 97086 JARRY CEDEX
Tél 05 90 21 15 58 - Télécopie 05 90 91 73 20
et anjiles-suyane@caissedesdepots.fr 15/23



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'événement) le Prêteur :

- de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
- de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE BP 2405 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
crantiles.guyane@caissedesdepots.fr

16/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'EPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
fr.antilles-pyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

[Signature] *[Signature]*
17/23



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit/doivent intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

18/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anthilles.cayenne@caissedesdepots.fr

BAIE MAHAULT BATIMENT 4 97086 JARRY CEDEX



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2496 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 51 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/23



www.caissedepotsconsignations.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDIS D'ÉPARGNE

non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

[Signature] *[Signature]*

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél 05 90 21 18 58 - Télécopie 05 90 91 73 20

frantilles.guyane@caissedesdepots.fr

20/23



ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU)

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2405
Tél : 05 90 21 18 65 - Télécopie : 05 90 21 73 20
or antilles@caissedesdepots.fr

BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX

Paraphes
[Signature]
21/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 6 JANVIER 1978

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
Dr. antilles.guyane@caissedesdepots.fr

BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes

JARRY CEDEX
22/23



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires.

Le, 16 Mars 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité M

Nom / Prénom

Qualité Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Le, 16 Mars 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M

Nom / Prénom

Qualité Adjoint au Directeur Régional

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Adjointe au Directeur régional

Paraphes

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du /2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 233 510,00 € constitué de 4 lignes de prêt, plus les intérêts, remboursable en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 30 logements sociaux (5 LLS et 25 LLTS) au lieu-dit « MJC Floréal » sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de UN MILLION DEUX CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENT DIX EUROS (1 233 510,00 €) destiné à la construction de 30 logements sociaux dont 5 LLS et 25 LLTS, au lieu-dit « MJC Floréal », sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM N° du /2017 :

Ligne du prêt :	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL) CONSTRUCTION	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL) FONCIER	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION) CONSTRUCTION	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION) FONCIER
Montant :	182 903,00 €	114 266,00 €	587 329,00 €	349 012,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0%	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-276-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-276-1

PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION DE RÉFORME DES BIENS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en place d'une commission de réforme des biens au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) qui est chargée d'émettre un avis sur la situation des biens mobiliers et matériels affectés aux missions de la CTM qui seraient devenus inadaptés ou vétustes et pourraient sortir de l'inventaire du patrimoine.

ARTICLE 2 : La commission de réforme des biens est composée d'un Président, le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant, désigné par celui-ci, et de deux conseillers à l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-277-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-277-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE NOUVELLE CONVENTION AVEC L'ENTREPRISE ADDIS POUR LA PERCEPTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE PAR DÉLIBÉRATION N°13-1247-13 AU TITRE DE L'AIDE À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
Vu les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020 (2013/C 209/1) ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales), pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-1247-13 du 11 juillet 2013 portant octroi d'une subvention à l'entreprise ADDIS au titre de l'axe 1-1 « aide régionale à la création et au développement d'activités ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional de Martinique et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif est autorisé à signer une nouvelle convention pour le versement, à la société ADDIS, du solde, soit huit mille sept cent cinquante euros (8 750 €) de la subvention accordée par délibération du Conseil Régional de Martinique n° 13-1247-13 du 11 juillet 2013.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités précisées par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédit de paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONVENTION DE DEVELOPPEMENT N°-

Axe 1 – Encourager l'initiative privée par un accompagnement complet des entreprises et des porteurs de projets

1 - Aide régionale à la création et au développement d'activités

Bénéficiaire : ADDIS EURL "DOSTA PIZZA"	
Qualité du signataire : Monsieur ,	
Intitulé de l'opération : Modernisation d'une entreprise de restauration	
Assiette éligible :	116 905 €
Montant de l'aide :	Trente-cinq mille euros (35 000 €)
Imputation budgétaire :	906-632-20421
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique
Comptable assignataire	Le Payeur de la Collectivité territoriale de Martinique

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

d'une part,

ET

Nom ou Raison sociale : ADDIS
Objet social : Restauration rapide
Adresse ou siège social : Dostaly
97240 FRANCOIS
Forme juridique : EURL
Registre et n° d'immatriculation :
représentée par : Monsieur
dûment habilité
désigné dans tout ce qui suit par le mot "contractant"

d'autre part.

- VU la délibération 13-1247-13 du 11 juillet 2013 portant octroi d'une subvention à l'entreprise 'ADDIS' au titre de l'axe 1-1 'aide à la création et au développement d'activités',
VU la convention de développement régional signée le 7 novembre 2013,
VU la demande du porteur, en octobre 2013 pour le versement du solde de la subvention,
VU la décision de l'Assemblée de Martinique et la délibération n°17-XXXXXX des XXXXXXXX 2017;

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE :

La Collectivité territoriale de Martinique a pour mission de mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour le développement économique de l'industrie, de l'artisanat, du commerce et des services du territoire de Martinique.

A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place des mesures incitatives à caractère technique et financier, en vue de favoriser la création, le développement et le maintien d'entreprises et d'emplois sur le territoire.

Ayant reconnu l'intérêt de l'opération projetée, la Collectivité Territoriale de Martinique accorde à l'entreprise ci-dessus désignée, une subvention au titre de l'aide à la création et au

développement d'activités, dont les modalités d'application sont définies par la délibération n° 11-1433-2 du 27 septembre 2011, portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axes 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement des entreprises).

Le contractant, après avoir élaboré un programme d'investissements et d'emploi sur une durée de deux ans, déclare souscrire aux objectifs du contrat de développement territorial dont il est le co-signataire et s'engage à en respecter les termes.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CO-SIGNATAIRES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de réalisation du solde de la subvention de 8 750 € sur 35 000 € accordée allouée à l'entreprise ADDIS pour la réalisation d'un investissement de 116 905 €.

Cette aide accordée au titre de **Axe 1 : 1 – Aide régionale à la création et au développement d'activités**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante :

« Modernisation d'une entreprise de restauration »

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans l'annexe technique et financière jointe (précisant l'objectif, le coût de l'opération, le plan de financement et son descriptif) qui constitue, avec le présent document, la pièce contractuelle de la convention.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DE L'OPERATION

1 - Localisation : **97240 FRANCOIS**

2 - Montant des besoins initiaux : **116 905 €**

3 – subvention initiale allouée : 35 000 €

4 – solde de subvention restant : 8 750 €

5 – investissement retenus : Seront pris en compte les investissements réalisés à compter de la date d'attestation de dépôt du dossier.

6 – Durée : La présente convention est valable jusqu'au **30 septembre 2017**

ARTICLE 3 - MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

La subvention restant à verser d'un montant de **huit mille sept cent cinquante euros (8 750 €)** sera imputée sur le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, chapitre 906, fonction

632 article 20421 et représente 7,48% du coût prévisionnel éligible 70 % de la subvention totale.

Le coût éligible est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si les engagements du bénéficiaire ne sont pas respectés, il sera automatiquement procédé à un ajustement du montant de la prime pour tenir compte de la différence entre les prévisions et les résultats atteints. Cet ajustement pourra au besoin entraîner un reversement partiel ou total de l'acompte déjà versé.

ARTICLE 4 - DUREE ET MODALITES D'EXECUTION

La durée de réalisation de l'opération ne doit pas excéder 12 mois à compter de la notification de la présente convention, sauf prorogation accordée par un avenant, en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le projet ne soit pas dénaturé.

Il est convenu entre les parties signataires de la convention que la subvention sera automatiquement annulée, si l'opération ne connaît pas un début d'exécution dans un délai d'un an, à compter de la notification de la subvention, sauf autorisation donnée par le Président du Conseil exécutif et formalisée par un avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service instructeur du commencement d'exécution de l'opération sur présentation d'une demande de versement, conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Le contractant s'engage à souscrire une assurance qui couvrira au moins la valeur totale des immobilisations corporelles du programme. La police d'assurance devra notamment garantir les risques suivants :

- incendie,
- pertes d'exploitation consécutives à un incendie,
- honoraires d'experts.

Il s'engage en outre à produire une attestation à toute réquisition des services de la collectivité territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 - MODALITES DE MANDATEMENT

Un acompte a déjà été versé, soit 26 250 € (bordereau n° 2878- mandat n° 26829 du 03 décembre 2013).

Le mandatement du solde de la subvention a lieu en une fois sur présentation des documents suivants :

1° certificat d'immatriculation aux registres légaux de moins de 3 mois,

2° un relevé d'identité bancaire

3° notification de la décision

4° attestation de régularité de la situation fiscale (Service des impôts des entreprises) et sociale de l'entreprise (URSSAF ou RSI) si l'entreprise justifie de plus de 12 mois au moment de la demande de mandatement

5° La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées ou d'une attestation comptable précisant la date, l'origine et l'état de paiement des investissements.

Le solde de cette subvention sera calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes mandatés, sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles ou au prorata des dépenses acquittées.

ARTICLE 7 - CONTROLE

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil exécutif.

Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 8 - REVERSEMENT ET RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil exécutif décide de mettre fin à l'aide et exige le **versement partiel ou total des sommes versées**.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération.

Il s'engage dans les deux cas à procéder au versement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Dans le cas où, dans les 5 ans suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indus au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement de la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, le Président du Conseil exécutif exigerait le versement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 9 – PUBLICITE ET CONCURRENCE

Publicité : le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (panneaux, information des publics concernés,...).

Respect des politiques communautaires : le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires (qui lui sont opposables) et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

ARTICLE 10 - LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable des différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif.

Fait à Fort-de France, le

Le Contractant

Signature (précédée de la
Mention « lu et approuvé »)

Le Président

du Conseil exécutif

Annexe 1

Programme de développement ADDIS EURL

I - Plan de financement

Ressources	
Total des investissements éligibles	116 905 €
Investissements hors programme	
Remplacement des emprunts	
Besoin en fonds de roulement	
Total des besoins	116 905 €
Ressources	
Capital social	
Apports en comptes courants	11 905 €
Subvention de base	35 000 €
Subvention régionale totale	35 000 €
Autre emprunt (bancaire/familial, etc.)	70 000 €
Total des ressources	116 905 €

II - Programme d'investissements

Nature	Montant
Groupe Electrogène	10 744,00 €
Caisse/logiciel	2 915,00 €
Matériels et équipements professionnels spécifiques	58 466,00 €
Aménagement	44 780,00 €
Total	116 905,00 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-278-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-278-1

PORTANT VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION ACCORDÉE À L'ENTREPRISE "S'NEW HAIR" PAR DÉLIBÉRATION N°13-593-2 DU 16 AVRIL 2013

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales), pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-593-2 du 16 avril 2013 portant octroi d'une subvention à l'entreprise « S'NEW HAIR » au titre de l'axe 1-1 « aide régionale à la création et au développement d'activités » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 relative au budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu la demande du porteur, en date du 9 mai 2016 sous le numéro 220 578 portant sur la prorogation de la subvention et l'allongement de la durée d'exécution du projet ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont autorisés le versement du solde, soit six mille neuf cent soixante-cinq euros soixante-treize centimes (6 965,73 €), de la subvention accordée, par la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-593-2 susvisée, à l'entreprise S'NEW HAIR, ainsi que l'allongement de la durée d'exécution du projet.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités précisées par convention.


La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100 % au crédits de paiements 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017. /


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-281-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-281-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR L'ORGANISATION DU FESTIVAL CULTUREL, ÉDITION 2017

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 25 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant maximal de cent mille euros (100 000 €) représentant 10,52 % des dépenses est accordée en autorisation d'engagement (AE) à la ville de Fort-de-France pour l'organisation de la 46ème édition du festival culturel de la ville.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée à l'attributaire selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.


 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR


ANNEXE A LA DELIBERATION N° 17-281-1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONVENTION N° 17-

ENTRE

La **COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE** représentée
par le Président du Conseil Exécutif dûment habilité par délibération
n°15-0003 du 18 décembre 2015 et n° 17-

d'une part,

ET

LA VILLE DE FORT DE FRANCE

Représentée par son Maire

Domiciliée : BP 646
97262 FORT DE FRANCE CEDEX

désignée dans tout ce qui suit par le mot « contractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'organisation de la 46^{ème} édition du Festival culturel de la Ville de Fort de France.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Le budget prévisionnel est évalué à NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (950 000 €).

2/ La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CENT MILLE EUROS (100 000,00 €) et représente 10,52 % du budget prévisionnel conformément à la délibération n° 17-281-1 du 27 juillet 2017 ; l'aide financière représentant le seuil maximal.

3/ Cette somme accordée en autorisation d'engagement (AE) sera prélevée sur le chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017.

4/ Cette somme sera versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 60 %, soit 60 000,00 €, à la date d'effet de la présente convention prévue en son article 6,

- le solde, soit 40 000,00 € sur présentation du bilan financier signé du trésorier principal.

En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du contractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement sur le compte bancaire du contractant.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le contractant s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce festival,

- faire mention de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les documents écrits, sonores ou audiovisuels rendus publics et dans toutes les interventions qui seront faites avant, pendant et après ces opérations.

- faciliter le contrôle par la collectivité régionale de l'utilisation des fonds alloués.

ARTICLE 4 - ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non respect des dispositions du présent contrat, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, l'aide financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de la convention sont :

- la demande de subvention,
- le budget prévisionnel,
- le plan de financement,
- un relevé d'identité bancaire de la Ville de Fort de France

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET

Cette convention ne prendra effet qu'à compter de la date de sa transmission au contractant.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Le Contractant



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-282-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-282-1

PORTANT MISE EN PLACE PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU PROGRAMME PASSEUR DE MÉMOIRE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 25 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la mise en place par la Collectivité Territoriale de Martinique du programme PASSEURS DE MEMOIRE tendant à collecter, sauvegarder, expliquer et transmettre notre Patrimoine Immatériel.

Le budget alloué à ces opérations (productions et diffusions) est évalué à soixante mille euros (60 000,00 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée sur le chapitre 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR 



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-283-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-283-1

PORTANT MISE À DISPOSITION D'UNE ANNÉE DU DÉPÔT DE L'ŒUVRE AU CENTRE D'INTERPRÉTATION PAUL GAUGUIN

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 25 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le dépôt pour une année, de l'œuvre « Les cigales et les fourmis », zincographie originale de Paul GAUGUIN, au centre d'interprétation Paul GAUGUIN (ancien Musée Gauguin).

ARTICLE 2 : Les dépenses nécessaires à la mise en place de cette opération sont imputées au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention définissant les modalités de cette mise à disposition.



ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-283-1

CONVENTION DE DÉPÔT ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

ET

CENTRE D'INTERPRETATION PAUL GAUGUIN (ANCIEN MUSEE GAUGUIN)

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), représenté par M. Alfred MARIE JEANNE, Président du Conseil Exécutif dûment habilité par délibération de l'Assemblée de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du, désigné ci-après "le Déposant",
d'une part,

ET

Centre d'interprétation Paul GAUGUIN (ancien musée Gauguin) ayant élu domicile Anse Turin, Le Carbet 97221, Martinique désigné ci-après "Dépositaire", **d'autre part.**

RELATIVEMENT A (ou AUX) L'OBJET(S) CI-DESSOUS DESIGNÉ(S)

cf liste jointe en annexe.

Se trouvant actuellement au musée d'histoire et d'ethnographie

Et dont un état de la conservation se trouvera annexé aux présentes.

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE

Que le Déposant est propriétaire des objets de collection déposés.

Vu le Code général des collectivités territoriales pris en ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.1111-4,

Vu le Code civil et en particulier ses articles 1134 et suivants et 1875 et suivants ;

Vu le Code de la propriété intellectuelle ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique

Considérant que le Musée d'Histoire et d'ethnographie est un Musée territorial , classé Musée de France, possédant donc des collections d'art, d'histoire et d'ethnographie.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet

1.1. La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à déposer au sein des collections permanentes du centre d'interprétation Paul GAUGUIN (ancien musée Gauguin) une zincographie originale de Paul GAUGUIN : « Les cigales et les fourmis » épreuve sur simili japon de la seconde édition publiée après 1900 par Vollard en vue de sa mise à disposition du public.

1.2. La présente convention étant conclue *intuitu personae*, il est expressément stipulé que le dépositaire ne saurait, sans l'autorisation écrite préalable de la Collectivité Territoriale de Martinique, mettre l'œuvre à la disposition d'un tiers et ce à quelque titre que ce soit, et ne pourra s'en servir qu'à fin d'exposition au sein des collections permanentes du musée sauf accord exprès de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 2 : Présentation du dépôt

Selon l'annexe jointe

Objet : ZINCOGRAPHIE

Auteur : Paul GAUGUIN

N° d'inventaire : 2008.16.1

Appellation : « *Les cigales et les fourmis* »

Dimensions : 47 x 32,3 cm

Provenance : Cachet de la succession

Valeur d'assurance : 10 000 €

Article 3 : Lieu et Durée du dépôt

Article 3.1 : Lieu :

3.1.1. La zincographie « *Les cigales et les fourmis* » sera présentée au public au sein du Centre d'interprétation Paul GAUGUIN (ancien musée Gauguin) Anse Turin Carbet Martinique.

3.1.2. Aucune modification du lieu de conservation de l'œuvre déposée n'est autorisée sans l'accord préalable exprès de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 3.2 : Durée du dépôt

La présente convention est conclue pour une durée de 1 année à compter de sa signature. Elle se renouvelle par avenant pour la durée définie dans l'avenant après avoir reçu l'avis favorable de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Pendant la durée du dépôt, le Déposant s'engage à ne pas demander la restitution de l'œuvre déposée au Centre d'interprétation Paul GAUGUIN, sauf s'il constate de graves manques à la conservation et à la sécurité de l'œuvre.

Article 4 : Coût:

Le dépôt est consenti à titre gratuit et prend effet à la date de réception de l'œuvre par le dépositaire.

Article 5 : Frais liés au dépôt et responsabilité

5.1. Le dépositaire est responsable de l'œuvre mentionnée à l'article 1^{er} de la présente convention dès sa mise à disposition pour emballage jusqu'à son retour au Musée d'Histoire et d'Ethnographie situé au 10 Bd Général de Gaulle à Fort de France.

5.2. L'ensemble des frais liés au dépôt sont à la charge exclusive du dépositaire et concernent notamment les frais relatifs de remballage, à l'installation de l'œuvre, son encadrement ou de pose d'éléments de protection spécifiques, de transport, d'assurance de clou à clou ainsi que les conséquences de vols, pertes et dégradations.

Article 6 : Conditions de conservation et limites du dépôt :

Afin de pouvoir être contrôlé à tout moment, l'état de conservation de la zincographie devra être constaté au moment de son arrivée dans son lieu de dépôt.

Le constat, cosigné par le déposant et le dépositaire, sera annexé à la convention de dépôt.

L'œuvre sera repérée par un marquage au dos : n° d'inventaire - dépôt Musée d'Histoire et d'ethnographie de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle sera aussi inscrite sur l'inventaire des dépôts du centre d'interprétation Paul GAUGUIN (ancien musée Gauguin).

Le lieu d'exposition devra présenter toutes les conditions climatiques de conservation préventive et les garanties de sécurité requises (vol, incendie, dégât des eaux...).

Le dépositaire s'engage à avertir de toute modification intervenue dans les conditions de sécurité ou de conservation du musée qui pourra mettre fin au dépôt, afin de sauvegarder l'œuvre.

Tout objet retiré durablement du lieu où il est exposé devra être signalé à la Collectivité Territoriale de Martinique Musée d'Histoire et d'ethnographie qui mettra fin au dépôt et le placera en sécurité dans ses réserves.

Le dépositaire s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement qui ne serait pas directement sous sa responsabilité sans en avertir le déposant.

Article 7 : Responsabilité en cas de dégradation

Le Dépositaire, sans préjudice de l'exercice d'un éventuel recours contre les tiers responsables, prendra en charge l'intégralité des frais de restauration.

Article 8 : Restauration de l'œuvre exposée :

Toute dégradation, toute altération ou anomalie de l'œuvre ou de son cadre, sitôt constatée, devra être signalée immédiatement à la conservation du musée.

En cas de nécessité constatée par la conservation du musée le dépôt pourra être suspendu et l'œuvre mise en réserve au Musée en attente de sa restauration par un professionnel agréé. Les frais occasionnés par la restauration de l'œuvre dégradée devront être pris en charge par le dépositaire ou son assureur.

Article 9 : Présentation au public

L'œuvre sera présentée au public par un cartel portant la mention suivante : Paul GAUGUIN, zincographie originale : les cigales et les fourmis, épreuve sur simili japon de la seconde édition d'un tirage de 10 à 50 épreuves réalisé par Vollard après 1900 N° d'inventaire 2008.16.1 Musée d'histoire et d'ethnographie dépôt de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 10 : Propriété

La zincographie « Les cigales et les fourmis » demeure la propriété exclusive du déposant (La Collectivité Territoriale de Martinique) et ne pourra en aucun cas être mise en gage.

Article 11 : Transport

Les frais de transport ainsi que les frais d'assurance clou-à-clou du transport, seront pris en charge par le Dépositaire.

Article 12 : Assurance

Le dépositaire prend en charge dans le cadre de son contrat d'assurance la couverture de l'œuvre dont la valeur individuelle est de 10000€ et s'engage à produire l'attestation correspondante.

Article 13 : Modalités à accomplir en cas de sinistres, de perte ou de vol

13.1. En cas de sinistre, de perte ou de vol de l'œuvre, le dépositaire s'engage à avertir immédiatement et téléphoniquement, le Conservateur en chef du Musée d'Histoire et d'Ethnographie et à confirmer cet appel dans les 24 heures au plus tard par lettre recommandée avec accusé de réception, de l'existence et des conditions du sinistre, de la perte ou du vol à l'adresse indiquée ci-après :

Musée d'Histoire et d'Ethnographie
10 boulevard du Général de Gaulle
97200 FORT-DE-FRANCE,
tél : 0596 63 85 55 – 0596 72 81 87

13.2. En cas de sinistre, le dépositaire n'effectue aucune intervention de quelque nature que ce soit sur les objets ou les œuvres déposés. Dans le cas où l'existence même de l'œuvre est immédiatement menacée, le dépositaire est autorisé à intervenir, sous réserve d'avertir dans les meilleurs délais par téléphone et par écrit le Conservateur en chef du Musée qui tiendra au courant le Président du Conseil Exécutif.

En cas de détérioration de tout ou partie des objets ou des œuvres déposés, le dépositaire s'engage à supporter les frais de la restauration effectuée par un restaurateur agréé par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique ainsi que les frais de mission éventuels d'une personne désignée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique chargée d'assurer le suivi de la restauration.

13.3. Dans le cas d'une destruction, perte ou vol, le dépositaire (ou l'assureur) verse à la Collectivité Territoriale de Martinique une somme correspondant à la valeur des œuvres, dont le montant est de 10000€.

13.4. Un titre de perception correspondant à la valeur du bien estimée au moment de sa disparition, ou du montant de la dépréciation du bien après détérioration, sera émis par l'autorité compétente conformément aux textes législatifs et réglementaires de droit français s'appliquant aux collections appartenant à l'État, notamment l'article R451-28 du Code du Patrimoine.

Article 14 : Prises de vue

Les prises de vue par le dépositaire sont autorisées pour une utilisation à but non commercial. Tout usage des clichés par une autre personne que le dépositaire ou à des fins commerciales devra faire l'objet d'une demande d'autorisation et de l'accord exprès du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 15 : Modification du contrat

Le présent contrat ne pourra être modifié, même partiellement autrement que par un document écrit portant la signature des parties.

Article 16 : Résiliation :

Il pourra être mis fin au dépôt par dénonciation de la convention par l'une ou l'autre des parties, notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans la présente convention au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 8 jours. En cas de constatation de risques graves pour la sécurité et/ou la conservation des œuvres déposées, le déposant pourra en exiger la restitution sans préavis.

Article 17 : Contentieux

En cas de litige, il est expressément stipulé que le tribunal administratif de MARTINIQUE sera seul compétent pour tous les différends que pourrait soulever l'application de la présente convention.

Préalablement à toute procédure judiciaire, un règlement amiable pourra être recherché par les parties.

Fait à Fort de France, le

Le Dépositaire,

Le Déposant,

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Le Président du Pouvoir Exécutif
Direction Générale des Services
DGA
Education, Jeunesse et Sports
Direction des Musées

Annexe
Convention de dépôt au
Centre d'Interprétation Paul GAUGUIN (Ancien Musée GAUGUIN)

Objet : ZINCOGRAPHIE

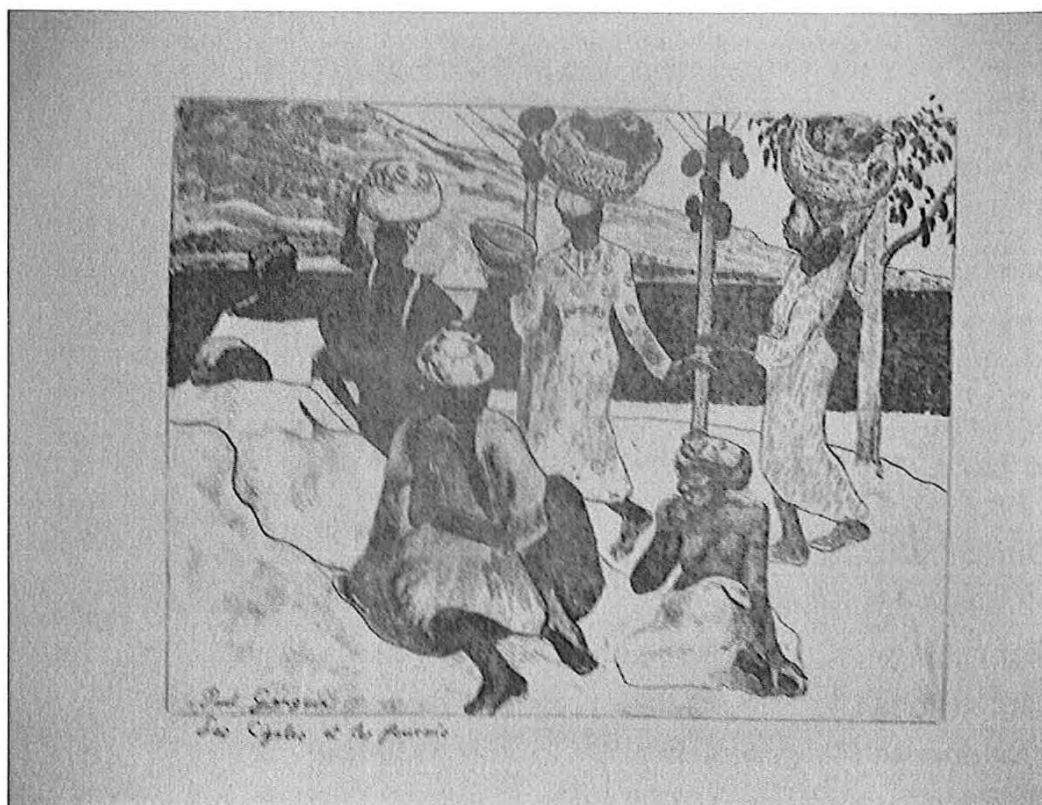
N° d'inventaire : 2008.16.1

Appellation : « *Les cigales et les fourmis* »

Dimensions : 47 x 32,3 cm

Provenance : Cachet de la succession

Valeur d'assurance : 10 000 €





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-284-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-284-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N° 14-772-5 DU 20 MAI 2014 REPORT DE L'AIDE ALLOUÉE À L'ASSOCIATION BY4 POUR LA RÉALISATION DE LA CRÉATION CHORÉGRAPHIQUE « LES ARMES MIRACULEUSES »

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Marysè PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-1193-3 du 25 juin 2013 portant octroi d'une aide financière à l'association BY4 pour la réalisation d'un projet chorégraphique intitulé « les armes miraculeuses » ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-772-5 du 20 mai 2014 portant report de l'aide allouée à l'association BY4 pour la réalisation de la création chorégraphique « Les armes miraculeuses » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 25 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-772-5 du 20 mai 2014 susvisée est modifié comme suit :

« Une subvention d'un montant de douze mille euros (12 000 €) représentant 26,80 % des dépenses est accordée à l'association BY4 pour la réalisation de la création chorégraphique « Les armes miraculeuses » à l'occasion du centenaire de la naissance d'Aimé Césaire ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017. /

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-285-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-285-1

PORTANT CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'OUVRAGES AU FORMAT DAISY (DIGITAL ACCESSIBLE INFORMATION SYSTEM) À L'ATTENTION DES USAGERS EMPÊCHÉS DE LIRE DE LA BIBLIOTHÈQUE SCHOELCHER

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 25 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation avec l'association Valentin HAÛY d'une convention portant sur l'acquisition et la mise à disposition à la Bibliothèque Schoelcher, d'ouvrages au format DAISY (Digital Accesible Information System) à l'attention des usagers empêchés de lire.

ARTICLE 2 : Le montant à la charge de la Collectivité Territoriale de Martinique s'élève à six cent soixante-treize euros (673 €), soit 50 % du prix total des ouvrages.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Les modalités de règlement sont définies par convention.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR




ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-285-1

LE PRESIDENT DU CONSEIL
EXECUTIF

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
CHARGÉE DE L'ÉDUCATION, DE LA
CULTURE ET DU CADRE DE VIE

BIBLIOTHEQUE SCHOELCHER

SECRETARIAT

Affaire suivie par :
GASCHET Anne
Tél. : 0596 55 68 31
anne.gaschet@ctm.mq
Sous la référence : XC/AG
N°2221773

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'OUVRAGES AU FORMAT DAISY A L'ATTENTION DES USAGERS EMPECHES DE LIRE DE LA BIBLIOTHEQUE SCHOELCHER

Entre

L'association Valentin Haüy,

dont le siège social est domicilié 5 rue Duroc – 75343 PARIS CEDEX 7, représentée par son Président,
Monsieur , dûment habilité à cet effet

D'une part,
Et

La Bibliothèque Schœlcher, 1 rue de la Liberté, BP 640 97262 Fort-de-France Cedex
représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président de la Collectivité Territoriale de
Martinique, dûment habilité à cet effet

D'autre part,

PRÉAMBULE

La médiathèque de l'association Valentin Haüy produit des livres au format DAISY destinés aux personnes empêchées de lire. Ce format est défini et maintenu par le Consortium Daisy (Digital Accessible Information System – <http://www.daisy.org>). Il permet un meilleur accès à la lecture pour les publics empêchés de lire. Le format DAISY offre la possibilité de diffuser un ouvrage sonore sur un CD pouvant contenir plus de 30 heures de lecture avec un système d'indexation permettant une manipulation proche de celle du livre.

Les différents producteurs d'ouvrages DAISY dont l'Association Valentin Haüy se coordonnent pour éviter la duplication des enregistrements et favoriser la plus grande offre de lecture à leurs publics de personnes handicapées. La médiathèque de l'association Valentin Haüy souhaite étendre l'accès à ces ouvrages aux publics empêchés de lire en effectuant des dépôts dans les bibliothèques publiques.

Le Service du Livre et de la Lecture du Ministère de la Culture soutient l'action de la Médiathèque Valentin Haüy

La Bibliothèque Schoelcher quant à elle souhaite développer son offre de lecture à destination des usagers empêchés de lire.

La présente convention a pour objet de définir les termes du partenariat entre la Bibliothèque Schoelcher et l'association Valentin Haüy ayant pour finalité de mettre des ouvrages au format Daisy à disposition des usagers empêchés de lire de la Bibliothèque Schoelcher.

La présente convention est signée à l'occasion du projet « Daisy dans votre bibliothèque ». Ce projet est mis en œuvre grâce au soutien du Service du Livre et de la Lecture du Ministère de la Culture et de la Communication.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières relatives au partenariat entre la Bibliothèque Schoelcher et l'association Valentin Haüy concernant la mise à disposition d'ouvrages au format DAISY à l'attention des usagers empêchés de lire de la Bibliothèque Schoelcher.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION VALENTIN HAÜY

L'Association Valentin Haüy, par l'intermédiaire de sa médiathèque, s'engage à :

- Fournir un "pack Daisy" à la Bibliothèque Schoelcher au lancement du présent partenariat. Subventionné par le Service du Livre et de la Lecture du Ministère de la Culture et de la Communication, ce pack comprend deux lecteurs Daisy de modèle Victor Stratus M4, le dépôt de 200 livres au format Daisy gravés sur CD sélectionnés par la Bibliothèque Schoelcher dans les collections de la Médiathèque Valentin Haüy et des documents d'information.

Les livres au format Daisy gravés sur CD seront issus de la production propre du réseau de bibliothèques sonores de l'association Valentin Haüy (à l'exclusion des documents que la médiathèque de l'AVH a pu obtenir par voie d'échanges avec d'autres structures productrices).

- Ils seront déposés sous la forme de CD gravés, chaque CD contenant un livre au format DAISY. Les copies d'ouvrages sont déposées à titre définitif et pourront au terme de la convention être conservées dans les collections de la Bibliothèque Schoelcher.
- Offrir aux services de la Bibliothèque Schoelcher un accès à l'intégralité des collections de livres au format DAISY via la bibliothèque de téléchargement Éole (eole.avh.asso.fr). Sur simple demande de la bibliothèque partenaire, des identifiants de connexion lui seront fournis et lui permettront de télécharger des livres au format DAISY sans limitation de nombre. Les livres pourront ensuite être mis à disposition des usagers empêchés de lire de la Bibliothèque Schoelcher. Cette mise à disposition pourra s'effectuer sur les supports du choix de la Bibliothèque Schoelcher : sur CD gravés par ses soins ou sur tout type de support mémoire et appareil de lecture, qu'il appartienne à la bibliothèque ou à l'utilisateur bénéficiaire. Les livres pourront être conservés à l'échéance de la convention dans les collections de la Bibliothèque Schoelcher.
- Relayer l'information sur ce partenariat et cette nouvelle offre dans ses supports de communication auprès des personnes empêchées de lire.
- Sur demande de la Bibliothèque Schoelcher, l'Association Valentin Haüy peut mettre en dépôt des livres supplémentaires au format DAISY gravés sur CD

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA BIBLIOTHÈQUE SCHÖELCHER

La Bibliothèque Schoelcher s'engage à :

- Faire connaître cette nouvelle offre dans ses supports de communication auprès des personnes empêchées de lire en précisant que les ouvrages et services proposés dans le cadre de la présente convention ont été mis en place en partenariat avec l'association Valentin Haüy.
- Mettre à disposition ces documents uniquement auprès des personnes pouvant y prétendre, comme défini dans l'exception handicap prévue par la loi n° 2006-961 du 1^{er} août 2006 relative aux droits d'auteurs et aux droits voisins dans la société de l'information dont les conditions d'application sont précisées dans le décret n° 2008-1391 du 19 décembre 2008. La Bibliothèque Schoelcher s'engage ainsi à vérifier systématiquement que les usagers de ces services ont apporté la preuve de leurs problèmes d'accès à l'écrit dans les conditions prévues par la loi et le décret suscités (voir <http://www.exception.handicap.culture.gouv.fr>). Ainsi, Seules trois catégories de personnes peuvent prétendre à une mise à disposition par l'AVH d'un ouvrage adapté :
 - les personnes dont le taux d'incapacité est égal ou supérieur à 80%. A cet effet la personne concernée devra présenter sa carte d'invalidité avec mention du taux d'incapacité. Ce taux d'incapacité est celui qui est apprécié en application du guide-barème pour l'évaluation des déficiences et incapacités des personnes handicapées figurant à l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles ;
 - les personnes titulaires d'une pension d'invalidité au titre du 3° de l'article L. 341-4 du Code de

la Sécurité sociale;- les personnes reconnues par certificat médical délivré par un médecin ophtalmologiste comme empêchées de lire après correction.

- Transmettre à la médiathèque de l'association Valentin Haüy au plus tard le 15 février de chaque année un bilan chiffré des prêts et utilisation des services mis en place dans le cadre du présent partenariat. Ce bilan comprendra le nombre de personnes ayant eu recours aux services sur la période de référence, le nombre de documents prêtés, des statistiques concernant les prêts (nombre de prêts par titre...) et toute autre information qui pourra être utile à une structuration de l'offre de service de la médiathèque de l'AVH.

ARTICLE 4 – DUREE

Cet accord est signé pour 2 ans, renouvelable par tacite reconduction année après année, sauf sur dénonciation de l'une des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception et un préavis de 3 mois.

ARTICLE 5 – ELÉMENTS FINANCIERS

L'acquisition initiale du "pack Daisy" est facturée à la Bibliothèque Schoelcher 673 € net de taxe (association loi 1901 reconnue d'utilité publique le 09.04.1959, parution au Journal Officiel n°87 du 14.04.1959 et exonérée de TVA).

Si la Bibliothèque Schoelcher demande le dépôt de livres supplémentaires au format Daisy gravés sur CD, en contrepartie de l'apport de l'Association Valentin Haüy dans le cadre du présent partenariat, elle participera au prix de réalisation des CD. Le prix est fixé à 2 € net de taxe par CD gravé (association loi 1901 reconnue d'utilité publique le 09.04.1959, parution au Journal Officiel n°87 du 14.04.1959 et exonérée de TVA).

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Les versements seront effectués par mandat administratif, dans un délai de 30 jours, sur présentation de factures présentées après réalisation des CD sur le compte ouvert au nom de l'association Valentin Haüy.

ARTICLE 7 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'association Valentin Haüy garantit la Bibliothèque Schoelcher contre tout recours des tiers au titre de la propriété intellectuelle dans le cadre de la présente convention étant précisé que, conformément à l'article 122-5 7° du Code de la Propriété Intellectuelle modifié en application de la loi 2006-961 du 1^{er} août 2006, les œuvres faisant l'objet de la présente convention sont exemptes de droits d'auteur et droits voisins.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues au présent contrat par l'une ou l'autre des parties, le contrat sera résilié de plein droit après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse à l'expiration d'un délai d'un mois.

ARTICLE 9 – LITIGES

Préalablement à tout contentieux, les parties s'obligent à se rapprocher pour tenter de régler à l'amiable leurs éventuels différends.

Fait àen 4 (quatre) exemplaires

Le

Pour l'association Valentin Haüy

Pour la Bibliothèque Schœlcher

Le Président

Le Président de la Collectivité
Territoriale de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-286-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-286-1

PORTANT TRANSFERT À LA SOCIÉTÉ LYMIÈ FILMS DE L'AIDE FINANCIÈRE ALLOUÉE À LA SOCIÉTÉ MNK PICTURES POUR LA PRODUCTION DU COURT MÉTRAGE "MI BEL MIZIK"

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L2001 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-2263-1 du 17 novembre 2015 portant cofinancement à la production d'un court-métrage intitulé « Mi bel mizik » par la société MNK Pictures ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le courrier du gérant de la société informant de la radiation de l'entreprise MNK PICTURES et de la création de la société LIMYÈ FILMS ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 25 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le transfert de la subvention attribuée à la société MNK PICTURES par délibération n°15-2263-1 susvisée au bénéfice de la société LIMYÈ FILMS.

ARTICLE 2 : L'article 1 de la délibération n° 15-2263-1 est donc modifié comme suit :

« La Collectivité Territoriale de Martinique cofinance à hauteur de trente mille euros (30 000 €), représentant 30,05 % des dépenses du devis prévisionnel, la production d'un court métrage intitulé « Mi bel mizik » par la société LIMYÈ FILMS ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la délibération n°15-2263-1 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR

ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-286-1



CONVENTION N° 17-

ENTRE

La **COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**
représentée par le Président du Conseil Exécutif dûment habilité
par délibérations n° 15-0003 du 18 décembre 2015 et n° 15-2263-1
du 17 novembre 2015 et délibération n°

d'une part,

ET

La société **LIMYE FILMS**

Représentée par Monsieur _____ dûment habilité.

Domicilié :

désigné dans tout ce qui suit par le mot « contractant »

d'autre part,

ci-après désignés les parties,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

.../...

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à la production par la société LYMIE FILMS d'un court métrage intitulé « Mi Bel Mizik » d'une durée approximative de 15 minutes.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Le coût de cette production est évalué à QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE HUIT CENT QUATORZE EUROS (99 814 €).

2/ La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à TRENTÉ MILLE EUROS (30 000 €) représentant 30,05 % du devis prévisionnel conformément à l'arrêté délibéré n° 17- du 2017 ; la somme allouée représentant le seuil maximal.

3/ Le versement de cette somme, prélevée sur le chapitre 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera effectué selon les modalités suivantes :

- 25 %, soit 7 500 €, à la date d'effet de la présente convention prévue en son article 6,
- 25 %, soit 7 500 € lors du démarrage effectif du tournage du documentaire,
- 50 %, soit 15 000 € sur présentation d'un rapport final d'exécution de cette production, d'un bilan financier et de 30 copies du court métrage ainsi réalisé en format DVD.

En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du bénéficiaire.

Les paiements seront effectués par virement sur le compte bancaire du contractant.

.../ ...

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le contractant s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la production de ce court métrage, conformément à sa demande,

- mentionner le concours financier de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- 1/ dans le générique du court métrage,

- 2/ sur tous les documents écrits, sonores ou audiovisuels rendus publics et dans toutes les interventions qui seront faites avant, pendant ou après la réalisation.

- fournir à la Collectivité Territoriale de Martinique 30 copies du court métrage en format DVD au plus tard dans les six mois suivant la post-production ; cette date tenant largement compte des aléas et contraintes liés à ce genre de production,

- tout mettre en œuvre pour permettre la projection de l'œuvre au grand public, notamment celui des Départements d'Outre-mer,

- céder à la Collectivité Territoriale de Martinique tout droit d'exploitation de l'œuvre, en dehors de toutes fins commerciales,

- faciliter le contrôle par la collectivité de l'utilisation des fonds alloués.

ARTICLE 4 - ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non respect des dispositions du présent contrat, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, l'aide financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera annulée de plein droit.

.../...

ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de la convention sont :

- la lettre de demande,
- le synopsis,
- la note d'intention,
- la note du producteur,
- le devis prévisionnel,
- le plan de financement,
- les attestations de régularité fiscale et sociale,
- l'inscription de la société au registre du commerce (K Bis),
- les statuts de la société,
- un relevé d'identité bancaire au nom de la société Lymié Films

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET

Cette convention ne prendra effet qu'à compter de la date de sa transmission au contractant.

ARTICLE 7 - LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Le Contractant



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-287-1-DE
Date de télétransmission : 10/08/2017
Date de réception préfecture : 10/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-287-1

APPROUVANT LE RETRAIT DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) DU SYNDICAT MIXTE DU TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE (SMTCSPP) ET LA DISSOLUTION DE CE SYNDICAT

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la constitution, et notamment ses articles 34 et 73, alinéas 2 et 3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles LO 7311-1 à LO 7312-3;

Vu le code des transports ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X ;

Vu la délibération n° 15-1072-1 du Conseil Régional de la Martinique en date du 23 juin 2015 portant création d'une commission ad hoc chargée de procéder à l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT publiée au Journal Officiel le 6 septembre 2015 sous la référence NOR CTRR 1520803 X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 en date du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT (Habilitation transport) publiée au Journal Officiel le 20 Novembre 2016 sous le NOR : CTRX 1632510X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-231-1 en date du 4 octobre 2016 portant élection des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au conseil d'administration de l'autorité organisatrice des transports unique – MARTINIQUE TRANSPORT;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission transports le 24 juillet 2017 ;

Considérant les délibérations concordantes des autorités organisatrices adoptant le transfert de leur compétence à MARTINIQUE TRANSPORT :

- Délibération du Conseil Général de Martinique n°94-15 en date du 29 octobre 2015,
- Délibération de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) n° 07.00096-2015 en date du 07 octobre 2015,
- Délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) n° 52 /2016 en date du 22 juillet 2016,
- Délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD) n° CC-22-07-2016 / 114 en date du 22 juillet 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le syndicat mixte du transport collectif en site propre (SMTCSPP) étant devenu sans objet, il est approuvé le retrait de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) comme membre de ce syndicat ce qui entraîne "de facto" sa dissolution.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 15 voix contre, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017,

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-287-2-DE
Date de télétransmission : 10/08/2017
Date de réception préfecture : 10/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-287-2

PORTANT RETRAIT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL) « TRANSPORT DE MARTINIQUE »

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la constitution, et notamment ses articles 34 et 73, alinéas 2 et 3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles LO 7311-1 à LO 7312-3;

Vu le code des transports ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, et notamment son article 56 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-Mer, et notamment son article 37 et en particulier son 4° ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n° 2015-1785 du 25 décembre 2015 de Finances pour 2016, et notamment son article 15 –VI ;

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice des transports unique et d'un périmètre unique des transports publiée au Journal Officiel le 21 janvier 2015 sous le numéro NOR : CTRR1501616X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-73 modifiant la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-11 du 19 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la société publique locale « SPL transport de Martinique »

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission transports le 24 juillet 2017 ;

Considérant qu'en application des dispositions précitées, par délibération susvisée en date du 18 décembre 2014, le Conseil régional de Martinique a créé un établissement public ayant qualité d'autorité organisatrice de transports unique sur le territoire de la Martinique et dénommé Martinique Transport ;

Considérant que les études d'extension du transport collectif en site propre (TCSP) relèvent depuis octobre 2016 de la compétence de Martinique Transport, Autorité Unique des transports sur le territoire de la Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le retrait de la Collectivité Territoriale de Martinique du capital social de la Société Publique Locale « Transport de Martinique ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 15 voix contre, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-289-1-DE
Date de télétransmission : 10/08/2017
Date de réception préfecture : 10/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-289-1

PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET MARTINIQUE TRANSPORT RELATIF A LA PASSATION DES MARCHÉS D'ÉTUDES ET D'ASSISTANCE CONCERNANT L'EXÉCUTION DU PROJET DE LIGNE MARITIME ENTRE SAINT-PIERRE ET FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la Constitution, notamment ses articles 34 et 73 troisième alinéa ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28 ;

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR : CTRR1501616X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de Martinique Transport publiée au Journal Officiel le 20 novembre 2016 sous le numéro NOR : CTRX1632510X ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-229-1 du 4 octobre 2016 portant transfert de charges à MARTINIQUE TRANSPORT publiée au Journal Officiel le 20 novembre 2016 sous le numéro NOR : CTRX1632505X ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 24 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 24 juillet 2017 ;
Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique entend résorber la fracture territoriale qui touche particulièrement le Nord-Caraïbe, conformément à ses orientations stratégiques ;
Considérant que le développement du transport maritime s'inscrit dans les orientations stratégiques des principaux documents et programmes de la Collectivité en matière d'aménagement et de développement de son territoire, d'environnement et d'énergie ;
Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique souhaite qu'un transport maritime régulier de voyageurs puisse être déployé à partir de ses appontements, là où ce mode de transport constitue une alternative fiable et efficiente ;
Considérant que MARTINIQUE TRANSPORT se substitue à la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'exercice de ses compétences d'organisation de transport, notamment maritime ;
Considérant la montée en charge progressive de MARTINIQUE TRANSPORT et la nécessité d'aménager transitoirement les conditions permettant de poursuivre les projets ;
Considérant que la constitution d'un groupement de commandes entre la Collectivité Territoriale de Martinique et MARTINIQUE TRANSPORT peut permettre la coordination et la continuité de la mise en œuvre des projets ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la création d'un groupement de commandes entre MARTINIQUE TRANSPORT, autorité organisatrice de transports unique et la Collectivité Territoriale de Martinique, pour la passation de marchés d'études et d'assistance concernant le projet de ligne maritime régulière de voyageurs entre Saint-Pierre et Fort-de-France.

ARTICLE 2 : Délégation de compétences est accordée au Groupement de commandes pour le périmètre d'intervention, objet de la convention constitutive conclue entre les parties.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer la convention de groupement de commandes avec MARTINIQUE TRANSPORT concernant le périmètre d'intervention du groupement de commandes, ainsi que tous actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 14 abstentions, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-289-1



**CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE MARTINIQUE TRANSPORT ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE POUR LA PASSATION DES MARCHES D'ETUDES ET
D'ASSISTANCE CONCERNANT LE PROJET DE LIGNE MARITIME ENTRE SAINT
PIERRE ET FORT-DE-FRANCE**

Entre les soussignées :

L'Autorité Organisatrice de Transport Unique de Martinique dénommée « MARTINIQUE TRANSPORT » représentée par son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil d'Administration,

Dûment habilité par délibération n° [●] du Conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT en date du [●] 2017 ;

D'une part,

Et

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, dénommée « CTM » Représentée par son Président, **Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**, Président du Conseil Exécutif,

Dûment habilité par délibération n° 17-289-1 de l'Assemblée de Martinique lors de sa séance des 27 et 28 juillet 2017.

D'autre part,

Ci-après dénommées individuellement une « Partie » ou conjointement les « Parties ».

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE

La résorption de la fracture territoriale qui touche le Nord-Caraïbe constitue un objectif stratégique prioritaire pour la Collectivité Territoriale de Martinique. Pour cette partie du territoire, la mise en place d'un transport multimodal durable efficace se pose donc avec d'autant plus d'acuité qu'il s'agit d'un indispensable levier d'attractivité, de compétitivité et d'épanouissement social.

A cet égard, le projet de création d'une ligne maritime rapide entre Saint Pierre et Fort-de-France mérite un approfondissement pour sa mise en œuvre.

Ce projet, s'inscrit pleinement en compatibilité avec les objectifs des principaux schémas, plans et programmes, notamment en matière d'aménagement et d'environnement et peut élargir au Programme Opérationnel 2014-2020.

Dès 1998, le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) a arrêté la mise en place d'une stratégie différenciée mais solidaire de mise en valeur du territoire selon les zones, notamment en faveur de la zone Nord Caraïbe. Cette stratégie propose de mettre en œuvre et d'impulser un mouvement de centralité autour de Saint-Pierre à partir d'activités structurantes. Le développement du transport maritime de voyageurs et de marchandises a été identifié comme levier de cette politique. De même, le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) a affirmé la volonté de développement des transports maritimes.

Ces orientations restent d'actualité puisqu'elles ont été récemment réaffirmées dans les orientations stratégiques du Schéma Territorial de développement économique, d'innovation et d'Internationalisation (STDEII), arrêtées par l'Assemblée de Martinique en mai 2017.

C'est pourquoi la Collectivité Territoriale de Martinique entend s'appuyer sur ses appontements existants pour promouvoir le développement du transport maritime, là où il constitue une alternative fiable et efficiente.

Ceci nécessite une étroite coordination avec la nouvelle autorité organisatrice unique de transport, dénommée MARTINIQUE TRANSPORT.

Créé par délibération n° 14-2161-2 du 18 décembre 2014 du Conseil Régional de Martinique dans le cadre de son habilitation législative en matière de transport, MARTINIQUE TRANSPORT est un établissement public sui generis constitué entre :

- la Collectivité Territoriale de MARTINIQUE (CTM),
- la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM),
- la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM)
- la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD Martinique).

Cette autorité organisatrice unique est compétente sur un périmètre unique des transports couvrant l'ensemble du territoire de la Martinique.

En matière d'organisation du transport maritime, MARTINIQUE TRANSPORT succède à la Collectivité Territoriale de Martinique. Le transfert effectif s'opèrera après établissement de procès-verbaux contradictoires. La montée en charge de MARTINIQUE TRANSPORT va s'opérer d'ici fin 2017.

Dans le même temps, il convient d'aménager transitoirement les conditions permettant la poursuite des projets.

Compte tenu de cette situation, il apparaît nécessaire de faciliter la continuité de la mise en œuvre du projet de ligne maritime Saint Pierre/Fort-de-France en déléguant autant que de besoin des prestations diverses à la Collectivité Territoriale de Martinique au nom et pour le compte de MARTINIQUE TRANSPORT dans le cadre d'une procédure de groupement de commandes

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

MARTINIQUE TRANSPORT et la Collectivité Territoriale de Martinique conviennent, par la présente convention de se grouper, conformément aux dispositions de l'article **28** de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour la passation des marchés d'études et de services ainsi que toute autre convention concourant à la création de la ligne maritime régulière de voyageurs Saint-Pierre/Fort-de-France.

A la date de formalisation de cette volonté, les marchés concernés sont ceux relatifs à l'étude de définition du projet intégrant les scénarios tarifaires et l'évaluation socio-économique d'une part, et d'autre part, l'assistance générale à caractère administratif, juridique, financier et technique qui accompagnera l'autorité concédante dans le lancement de la délégation de service public.

ARTICLE 2 – LE COORDONNATEUR

2.1 Désignation du coordonnateur du groupement

Le coordonnateur du Groupement de commandes désigné par les parties à la convention est la CTM.

La Collectivité Territoriale de Martinique est chargée des missions prévues à l'article 2.2 de la présente convention.

2.2 Missions du coordonnateur du groupement

Dans le respect du droit de la commande publique, les missions du coordonnateur sont les suivantes :

- **S'agissant des procédures formalisées**
 - Définir et recenser les besoins avec le concours de MARTINIQUE TRANSPORT et préparer les dossiers de consultation des entreprises.
 - Choix de la procédure
 - Proposer et faire valider par les membres du groupement, les exigences attendues des candidats en lien avec les besoins exprimés, ainsi que les critères de sélection des candidatures et de jugement des offres.
 - Assurer l'envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence dans le respect des dispositions relatives aux marchés publics.
 - Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation (reproduction des documents, modalités pratiques de délai et délivrance du récépissé aux candidats, garde matérielle des offres...).
 - Convoquer et conduire les réunions de la commission d'appel d'offres du coordonnateur pour sélectionner les candidats et pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.
 - Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence (candidature et offre).
 - Rédiger le rapport de présentation (en cas de procédure formalisée), signé par le Président du Conseil Exécutif qui assume la fonction de coordonnateur.
 - Signer, notifier après accomplissement des formalités de transmission au contrôle de légalité s'il y a lieu.

- Procéder à la publication des avis d'attribution.
- Assurer le respect des obligations de transmission au contrôle de légalité du ou des marchés conclus dès lors qu'ils (s) excèdent le seuil réglementaire.
- Exécuter le ou les marchés à passer au nom des membres du groupement et en assurer le paiement
- Tous les actes liés à l'exécution du ou des marchés,
- Assistance en cas de litige avec le titulaire

- **S'agissant des procédures non formalisées**

- Le Représentant de l'Acheteur Public (RAP) de la CTM est compétent en matière de procédure non formalisée.

ARTICLE 3 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué par MARTINIQUE TRANSPORT, autorité organisatrice unique des transports et la Collectivité Territoriale de Martinique, dénommés « les membres » du groupement de commandes,

3.1 Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- assurer le paiement des prestations correspondantes selon les dispositions prévues par l'article 6.
- respecter le choix du (des) titulaires(s) du (des) marché(s) retenu(s) à l'issue de la procédure de mise en concurrence.
- Collaborer avec le titulaire pour la bonne exécution du marché dont la charge revient au coordonnateur en vertu de l'article 2 ci-avant.

Le coordonnateur assure la bonne exécution du marché portant sur l'intégralité de leurs besoins dans le domaine.

ARTICLE 4 – PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le coordonnateur réalisera les procédures, conformément aux dispositions du droit de la commande publique.

ARTICLE 5 – PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

- **5.1- Pour les procédures formalisées :** *Commission d'Appel d'Offre (CAO)*

La commission d'Appel d'offres du coordonnateur est désignée comme commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

La présidence de la CAO est assurée par le représentant du coordonnateur.

- **5.2 - Pour les procédures non formalisées :**

L'Exécutif du coordonnateur (ou son représentant) est compétent en matière de procédure non formalisée.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant, les frais éventuels résultant du fonctionnement du groupement, les frais liés aux obligations de publicité (avis de publicité liés à la passation des marchés et avis d'attribution) ainsi que les paiements effectués par la Collectivité Territoriale de Martinique pour le compte de MARTINIQUE TRANSPORT sont assumés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La CTM pourra à ce titre, obtenir tout financement auquel les projets concernés sont éligibles.

Après service fait et paiement du titulaire du marché, les prestations réalisées suivant les conditions fixées au marché, la CTM pourra solliciter le remboursement de la part de MARTINIQUE TRANSPORT

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention.

Il fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir de son activité.

Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et vaut jusqu'à la clôture des marchés conclus par le coordonnateur qui défendra dans tout contentieux éventuel pour l'exécution desdits marchés, avec le cas échéant, l'assistance de Martinique Transport.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention constitutive ne pourra pas être modifiée sans l'accord exprès des parties.

Toute modification ainsi convenue sera formalisée par un avenant rédigé par le coordonnateur et préalablement approuvé par l'ensemble des membres du groupement selon les règles qui leur sont propres.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution des obligations mises à la charge des parties par les présentes, la partie la plus diligente pourra après mise en demeure restée sans réponse, pendant un délai de deux (2) mois, résilier la présente convention.

Les dommages et intérêts qui en découleront seront fixés dans la mise en demeure.

ARTICLE 11 – ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

Toute nouvelle adhésion au groupement de commande devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, suite aux délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres.

Toutefois, elle ne devra pas avoir pour conséquence de remettre en cause le schéma juridique initialement retenu.

Cet avenant réalisera les ajustements rédactionnels nécessaires pour mettre en conformité la présente convention, avec les statuts du nouvel adhérent.

Toute nouvelle adhésion ne pourra impacter que les consultations postérieures à cette adhésion.

ARTICLE 12 – RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au coordonnateur. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés et accords-cadres conclus. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement sera effectué par voie d'avenant.

En cas de retrait d'un membre du groupement, le coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou (le cas échéant) décisionnelles de l'ensemble de ses membres. Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

ARTICLE 13 – SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

Cette convention sera approuvée par délibération ou décisions concordantes des instances délibérantes ou, le cas échéant décisionnelles de l'ensemble des membres restant du groupement.

ARTICLE 14 – CAPACITE A AGIR

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux. Pour ce faire, un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

ARTICLE 15 – CONTENTIEUX

Les parties s'engagent à privilégier le règlement amiable des différends susceptibles de les opposer.

En cas de litige persistant, toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal administratif de Fort-de-France.

Fait en trois exemplaires

A Fort-de-France, le ...

Martinique Transport

Le Président du Conseil
d'Administration

**La Collectivité Territoriale de
Martinique**

Le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-292-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-292-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION GÉOMARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 18 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association GÉOMARTINIQUE une subvention d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) dans le cadre de la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

Yan MONPLAISIR 

ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-292-1

**GEOMARTINIQUE / COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE
CONVENTION N° 17 – XXX – X**

DELIBERATION N° 17-XXX-X autorisant la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au programme partenarial d'activité de GEOMARTINIQUE pour l'année 2017

Il a été convenu ce qui suit entre :

GEOMARTINIQUE, dont le siège est situé au Centre de recherches GEODE Caraïbe- Faculté des Lettres et Sciences Humaines - 7207 Campus de Schoelcher - 97275 Schoelcher représentée
agissant en sa qualité de Président, d'une part ;

Et la **Collectivité Territoriale de Martinique**, dont le siège est situé rue Gaston Defferre – Cluny – CS 50601 – 97261 Fort-de-France CEDEX, représentée par **M. Alfred MARIE-JEANNE** agissant en sa qualité de Président du Conseil Exécutif, d'autre part.

PREAMBULE

GEOMARTINIQUE est une association loi 1901 créée en 2008 qui polarise toutes les énergies positives relatives aux usages de l'information géographique numérique en Martinique au sein d'une gouvernance unique. Elle inclut les acteurs tels que l'Etat, les collectivités locales, les institutions publiques, les associations professionnelles, les entreprises privées, et plus généralement les acteurs de l'économie numérique.

L'information géographique est un axe fondamental dans la rationalisation des plans stratégiques pluriannuels qui sont mis en place en Martinique. Elle permet notamment de suivre l'évolution du territoire et d'évaluer l'impact des politiques publiques de nos institutions.

Article 1- OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre de l'attribution, au bénéficiaire, par la Collectivité Territoriale de Martinique, d'une subvention de fonctionnement général à l'association GEOMARTINIQUE pour la réalisation de son programme de l'année 2017.

Article 2- MONTANT DE LA SUBVENTION

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles, à verser une subvention d'un montant de 50 000€, conformément à la délibération n° 17-XXX-X.

Le bénéficiaire de cette subvention pourra être soumis au contrôle de la Collectivité Territoriale de Martinique dans les conditions de la présente convention.

Article 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. A ce titre, le bénéficiaire, ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser, tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la participation financière annuelle de la Collectivité Territoriale de Martinique s'effectuera comme suit :

- 70% après signature de la convention et sur demande du bénéficiaire
- 30% à la remise du rapport d'activités de l'année 2017

Ce document devra être accompagné d'un relevé d'identité bancaire ou postal original.

La Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Article 4 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée et tel que défini à l'article 1 de la présente convention.

4-1 Contrôle de l'utilisation de la subvention

Le bénéficiaire s'oblige à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par le Président du Conseil Exécutif de la collectivité territoriale de Martinique

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la collectivité territoriale de Martinique tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Le bénéficiaire s'oblige en outre à communiquer, dans un délai de 6 mois suivant l'exercice pour lequel la subvention a été octroyée, le bilan certifié par son comptable et/ou son Commissaire aux Comptes ou par le comptable du Trésor le cas échéant, un rapport d'activité détaillé par action et le compte de résultat analytique détaillé par action.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

4-2 Obligation de publicité

Le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation financière de la collectivité territoriale de Martinique sur tout support de communication, notamment dans ses rapports avec les médias, par apposition du logo de la collectivité.

Tout justificatif de cette publicité pourra être demandé au bénéficiaire.

4-3 Information de la collectivité territoriale de Martinique

Le bénéficiaire devra tenir informé la collectivité territoriale de Martinique, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle des missions subventionnées.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après

Article 5 – CADUCITE ET DECHEANCE DE LA SUBVENTION

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par la collectivité territoriale de Martinique n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de 1 an à compter du jour de la délibération du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique.

Il sera toutefois possible au bénéficiaire de solliciter la prorogation d'un an de cette décision, sous réserve de l'approbation par l'une des assemblées délibérantes de la collectivité territoriale, seules compétentes à cet effet.

Par ailleurs, en vertu de la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances, tout ou partie de la subvention ne sera pas versé au bénéficiaire, dans le cas où celui-ci n'aurait effectué aucune demande de paiement dans les 4 ans qui suivent une précédente demande de paiement.

Article 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

La collectivité territoriale de Martinique se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire.

Article 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Martinique.

Fait à, le / / 2016

Le Président du Conseil Exécutif

Alfred MARIE-JEANNE

Le Président de GEOMARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-293-1-DE
Date de télétransmission : 10/08/2017
Date de réception préfecture : 10/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-293-1

PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA FÉDÉRATION DES YOLLES ROND POUR L'ORGANISATION DU TOUR DE MARTINIQUE DES YOLLES 2017

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 18 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant total de trois cent quatre-vingt-dix mille euros (390 000 €) à la Fédération des yoles rondes de la Martinique pour l'organisation de la 33^{ème} édition du Tour de Martinique des yoles rondes.

Cette somme est répartie de la manière suivante :

- 300 000 € pour l'organisation du tour des yoles rondes 2017,
- 30 000 € pour les récompenses des équipages,
- 60 000 € pour la communication.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-293-1

CONVENTION SN°17-

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LA FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA MARTINIQUE, représentée par son président, M. Alain DEDE, dont le siège est sis à :

Maison des Sports
Pointe de la Vierge
97200 FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du co-contractant pour l'organisation du Tour de Martinique des Yoles Rondes 2017.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n° 17-..... de l'Assemblée de Martinique du, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à TROIS CENT QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (390 000 €). Cette somme est à répartir comme suit :

- une aide de 300 000 € pour l'organisation du tour ;
- une aide de 60 000 € pour le plan de communication du tour ;
- une prime de 30 000 € à reverser aux associations de yoles pour doubler les primes du classement général et récompenser toutes les yoles ayant participé au tour au-delà du 7^{ème} du classement général.

2/ Le mandatement de cette subvention sera effectué selon les modalités suivantes :

* Pour l'organisation du tour et le plan de communication : (360 000 €)

- 90% du montant de la somme lorsque la convention est rendue exécutoire ;
- Le solde sur présentation du bilan financier de l'opération certifié par le Président et le trésorier de la Fédération des Yoles Rondes.

* Pour la prime aux équipages : (30 000 €)

- versée en seule fois dès que la convention est exécutoire. La fédération des yoles rondes devra faire parvenir à la CTM l'attestation de reversement de la prime aux équipages revêtue de la signature des équipages concernés et de la signature du Président de la fédération des yoles Rondes.

La somme mandatée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : ROLE ET ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser une subvention de TROIS CENT QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (390 000 €) à la Fédération des Yoles Rondes de Martinique dans le cadre du plan de mutualisation pour l'organisation du Tour de Martinique des Yoles Rondes 2017.

ARTICLE 4 : ROLE ET ENGAGEMENT DE LA FEDERATION DES YOLES RONDES

La Fédération des Yoles Rondes, porteur du projet et organisateur du Tour des Yoles Rondes de la Martinique, s'engage à :

- garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- déterminer avec l'ensemble des villes étapes un projet d'organisation permettant la réduction de coûts relatifs à l'organisation de l'événement, telle que définie dans son budget prévisionnel ;
- mettre en place avec l'ensemble des villes étapes, des réunions techniques pour la définition des besoins liés à l'organisation de la manifestation ;
- sélectionner, selon les règles de mise en concurrence en vigueur, tous les prestataires privés auxquels sont confiés la fourniture et/ou l'exécution des postes de dépenses concernant cette manifestation,
- mettre en place des moyens supplémentaires afin de mieux assurer la sécurité des personnes sur le périmètre maritime de la manifestation ;
- faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique par la transmission du bilan financier certifié par le président et le trésorier de la fédération ;
- faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions conformément à la charte d'utilisation du logo institutionnel ;
- mettre à la disposition de la Collectivité Territoriale de Martinique des invitations à destination de la population dans le cadre d'actions de solidarité.

ARTICLE 5 : ALEA CLIMATIQUE

Une dotation de la Collectivité Territoriale de Martinique en sus est exclue, dans le cas où un aléa climatique viendrait perturber le déroulement normal de la dite manifestation.

ARTICLE 6 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention régionale sera annulée de plein droit.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-294-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-294-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE N° 16-157-1 DU 19 JUILLET 2016 RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DE BOXE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission des sports le 18 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification de l'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-157-1 du 19 juillet 2016 comme suit :

« Est attribuée à titre exceptionnel, au Comité Régional de boxe de la Martinique, une aide financière plafonnée à quatorze mille euros (14 000 €) destinée à la prise en charge des titres de transport afin de permettre à la délégation martiniquaise de disputer différents tournois durant l'année 2016 ».


ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°16-157-1 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-294-2-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-294-2

PORTANT RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À L'ASSOCIATION LES MOUSQUETAIRES DE DUCOS PAR LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE LA MARTINIQUE N°15-1530-48

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1530-48 du 24 septembre 2015 portant attribution d'une subvention à l'association Les Mousquetaires de Ducos ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 18 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification de l'article 1 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1530-48 du 24 septembre 2015 comme suit :

« Une subvention d'un montant de douze mille euros (12 000 €) est accordée à l'association les Mousquetaires de Ducos à titre de contribution à l'organisation du stage Jean-Michel LUCENAY au mois de décembre 2016 ».

ARTICLE 2 : Les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-295-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-295-1 ✓

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-327-3 DU 23 NOVEMBRE 2016 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-154-1 du 19 juillet 2016 portant mise en place d'un règlement pour l'attribution de subventions aux ligues, comités, associations et sportifs ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 18 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification de l'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-327-3 du 23 novembre 2016 comme suit :

« Une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000€) est accordée à Monsieur
pour la réalisation de la saison sportive 2016-2017 de son fils »

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°16-327-3 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017. //

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-296-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-296-1

PORTANT CRÉATION DU DISPOSITIF CADRE DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-369-1 du 24 novembre 2016 portant mise en place de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap, le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le dispositif cadre de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées (CFPPA) en Martinique conformément aux dispositions présentées ci-après :

I. Éligibilité au concours de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie :

Sont éligibles aux concours de la conférence des financeurs :

- Les aides techniques, telles que définies par le décret ainsi que les projets permettant d'améliorer l'accès aux équipements et aides techniques,
- Les actions collectives de prévention à destination des personnes âgées,
- Les actions individuelles de prévention réalisées par les Services Polyvalents d'Aide et de Soins à Domicile (SPASAD).

II. Les autres projets pouvant être financés :

En dehors du concours spécifique versé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), la conférence peut décider de soutenir, les cas échéant avec des partenaires extérieurs, tout projet entrant dans le champ de la prévention de la perte d'autonomie répondant aux besoins identifiés par le diagnostic qu'elle a réalisée.

III. La procédure d'instruction des dossiers :

Les diverses actions proposées font l'objet d'une étude technique dans le cadre de groupes de travail.

Les projets sélectionnés sont ensuite examinés en séance plénière de la Conférence des financeurs qui détermine, pour chacun d'eux, le montant de sa participation financière.

Les projets retenus par la conférence des financeurs sont soumis à la décision de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le nombre de projets retenus tient compte de l'enveloppe financière de la Conférence des financeurs.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Pour les aides financières excédant vingt trois mille euros (23 000 €), l'attribution de la participation financière devra être formalisée par une convention entre le représentant de la Conférence des financeurs, le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou par délégation son représentant, et l'organisme porteur du projet.

Cette convention devra préciser les projets, leur durée, leur montant, les modalités de versement de la participation financière de la CFPPA et les modalités d'évaluation des projets.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-297-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-297-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION BAY BALAN POUR L'ORGANISATION DE SON ACTION « ACCUEIL COLLECTIF DE MINEURS »

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karjine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 24 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) à l'association BAY BALAN pour la mise en place de son action « accueil collectif de mineurs » dont le thème est l'épanouissement des jeunes dans un espace de loisirs et d'éveil.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies dans une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association BAY BALAN.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-298-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-298-1 v

PORTANT SUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION D'ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES LAURÉATS AUX EXAMENS CONFISÉS À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE POUR L'ANNÉE 2016-2017

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 24 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée l'organisation d'une manifestation pour la remise des prix aux jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance, lauréats aux examens, sous la présidence du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

ARTICLE 2 : Les prix alloués à chaque lauréat se déterminent comme suit :

- Un prix spécial de cent soixante euros (160 €) aux lauréats du Baccalauréat et de diplômes supérieurs ;
- Un cadeau d'une valeur de cent euros (100 €) aux autres lauréats.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

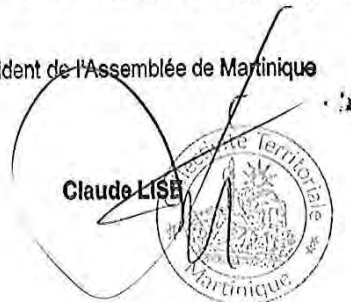
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-299-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-299-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ARTS EN ROUTE DANS LE CADRE DU PROJET « AMAZONES » SUR LA PRÉVENTION DU CANCER DU SEIN

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 24 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association Arts en Route une subvention de fonctionnement de cinquante mille euros (50 000,00 €), dans le cadre d'un projet de santé et pluriculturel intitulé « Amazones » sur la prévention du cancer du sein, au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 25 voix pour 16 voix contre 6 abstentions, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-300-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-300-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA RECHERCHE ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN CANCÉROLOGIE (AMREC)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karline MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 24 juillet 2017 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'Association Martiniquaise pour la Recherche Epidémiologique en Cancérologie (AMREC) dans le cadre du dispositif de dépistage organisé du cancer du col de l'utérus pour les femmes de 25 à 65 ans, sur le territoire de la Martinique.

ARTICLE 2 : La mise en œuvre de cette convention est sans incidence financière.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention mentionnée à l'article 1.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-300-1



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITE
TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE ET L'AMREC

*Relative à la mise en place d'actions de dépistage
du cancer du col de l'utérus*

Entre les soussignés

La Collectivité Territoriale de la Martinique (Service de Protection Maternelle Infantile - PMI) dont le siège social est situé Rue Gaston Defferre Cluny CS30137 97201 FORT DE FRANCE Cedex,

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en sa qualité de Président du Conseil Exécutif, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée «CTM»

D'une part,

et

L'Association Martiniquaise pour la Recherche Epidémiologique en Cancérologie (AMREC) - Association type loi 1901, dont le siège social est situé au 127 Route de Redoute 97200 FORT DE France,

Représentée par Monsieur en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après désignée « AMREC »

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit.

PREAMBULE

Depuis le début des années 1990, trois sites correspondant à quatre départements (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Isère et Martinique) ont mis en place des programmes pilotes de dépistage organisé (DO) des cancers du col utérin par frottis (FCU).

En 2010, six nouveaux sites expérimentaux correspondant à neuf départements (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Cher, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, la Réunion, Val-de-Marne) se sont inscrits dans une approche intégrée de lutte contre le cancer du col de l'utérus (CCU) et ont mis en place un DO du cancer du col de l'utérus, ainsi que des actions innovantes en direction des femmes non suivies, des actions de prévention et/ou des actions d'éducation à la santé (information des jeunes filles, travail avec des groupes de femmes en situation de précarité...).

En 2016, l'AMREC a été nommée structure de préfiguration de la généralisation de ce dépistage à l'ensemble du territoire français.

Le Plan Cancer 2014-2019 s'est donné pour objectif de « permettre à chaque femme de 25 à 65 ans l'accès à un dépistage régulier du cancer du col utérin via un programme national de dépistage organisé » (action 1.1.).

Il précise qu'il s'agit d'un programme de santé publique dont l'objectif est de **lutter contre les inégalités d'accès et de recours au dépistage du CCU** et prévoit de réduire l'incidence et le nombre de décès CCU de 30 % à 10 ans.

Les principaux facteurs associés à une non-participation au dépistage du CCU sont :

- L'âge de plus de 50 ans ;
- La situation économique et/ou sociale défavorable (bénéficiaires de la CMU, résidant dans des quartiers défavorisés, migrantes, en situation de prostitution, détenues) ;
- Les femmes dans une situation de santé défavorable (facteurs de risque du CCU).

Le service de PMI a, entre autres, pour missions :

- Le dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST) telles que les papillomavirus, condylomes, syphilis, mycoses, etc. ;
- L'activité de planification familiale et d'éducation familiale (R2112-4 du Code de la Santé Publique) ;

- *Art. R 2112-5 du Code de la Santé Publique* : Outre les actions de prévention médico-sociale individuelles ou collectives, le service départemental doit, soit directement, soit par voie de convention, organiser chaque semaine au moins seize demi-journées de consultations prénatales et de planification ou éducation familiale pour 100 000 habitants âgés de quinze à cinquante ans résidant dans le département, dont au moins quatre demi-journées de consultations prénatales.
- *Art. R 2112-1 du Code de la Santé Publique* : Le service départemental de protection maternelle et infantile exerce les missions qui lui sont dévolues par les articles L. 2112-1 et L. 2112-2 en organisant notamment, soit directement, soit par voie de convention dans les conditions prévues à l'article L. 2112-4, les consultations, visites à domicile et autres actions médico-sociales, individuelles ou collectives, de promotion de la santé maternelle et infantile.

La répartition géographique de ces consultations et de ces actions est déterminée en fonction des besoins sanitaires et sociaux de la population, en tenant compte prioritairement des spécificités sociodémographiques du département et en particulier de l'existence de populations vulnérables et de quartiers défavorisés.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de mettre en œuvre une organisation entre les services de la CTM (PMI) et l'AMREC, dans le cadre du dispositif de dépistage organisé du cancer du col de l'utérus pour les femmes de 25 à 65 ans, sur le territoire de la Martinique.

Les actions mises en place seront des actions de proximité envers la population cible du dépistage organisé du cancer du col de l'utérus et plus particulièrement la sous population citée en préambule. Ces actions se feront sous forme de « demi- journées frottis » : des matinées de prélèvements seront organisées dans différents quartiers de Fort de France et dans les communes de la Martinique.

ARTICLE 2 : Engagements du service de PMI

2.1 Afin de soutenir l'AMREC dans la réalisation du projet, le service de PMI s'engage, selon un planning de disponibilités défini en accord avec l'association, à :

- Lui fournir au moins un professionnel de santé (médecin ou sage-femme habilité), lors des «matinées frottis» dans les quartiers de Fort-de-France et les communes concernées, qui effectuera les prélèvements sur les patientes préalablement invitées par l'AMREC.

- Mettre gracieusement à disposition les locaux des PMI dans les quartiers de Fort-de-France et dans les communes lorsqu'une séance de prélèvement sera programmée.

2.2 Le service de PMI pourra diffuser une présentation du partenariat, objet de la présente convention et différentes actualités relatives au projet sur ses différents supports de communication interne et externe.

2.3 Il est précisé, de convention expresse, que la responsabilité du service de PMI est limitée au soutien apporté à l'AMREC dans les conditions définies au présent article. L'AMREC conserve en conséquence l'entière responsabilité de la réalisation du projet ainsi que, dans cette perspective, celle de la relation entretenue avec tout fournisseur, partenaire ou tout autre tiers intervenant dans ce cadre.

ARTICLE 3 : Engagement de l'AMREC

3.1 L'AMREC s'engage à fournir au service de PMI le personnel administratif nécessaire lors des séances de dépistage et le matériel requis : flacons, brossettes, spéculums, draps d'examen, gants, poubelles déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI).

3.2 L'AMREC s'engage à prendre les rendez-vous pour les femmes qui auront reçu leurs invitations. Il sera réservé quelques créneaux pour les femmes éligibles qui se présenteraient sans rendez-vous préalable.

3.3 L'AMREC s'engage à apposer le logo de la CTM sur tous les documents matériels et immatériels liés au projet, notamment sur le site internet de l'association et sur le guide réalisé dans le cadre du projet.

ARTICLE 4 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Toutefois, dans l'hypothèse où, pour quelque cause ou motif que ce soit, le projet n'aurait pu aboutir, la présente convention pourra, d'un commun accord entre les parties, être prorogée par voie d'avenant, dans les conditions ci-après définies à l'article 8.2

ARTICLE 5 : Evaluation du partenariat

Au terme de la convention, l'AMREC transmettra au Président du Conseil Exécutif de la CTM, un rapport de 1 à 2 pages, synthétisant le bilan des travaux menés sur la durée du partenariat et les perspectives que ceux-ci auront ouvertes.

Ce rapport fera également le bilan des actions de communication menées dans le cadre du partenariat.

ARTICLE 6 : Confidentialité et secret professionnel

Hormis les actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans l'exécution des présentes.

Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Tous les salariés de l'AMREC sont soumis au secret médical.

ARTICLE 7 - Modalité de financement

Chaque acte fera l'objet d'un paiement à l'AMREC, par la caisse de l'assurée, selon les tarifs conventionnés de l'assurance maladie en vigueur soit 27,30 euros pour un FCU effectué par un médecin et 12,46 euros pour un prélèvement effectué par une sage-femme.

Le professionnel de santé qui aura effectué le prélèvement se verra transmettre une copie du résultat.

ARTICLE 8 : Résiliation - Révision

8.1 En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des parties d'une quelconque des dispositions de la convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.

La présente convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente convention.

8.2 La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

ARTICLE 9 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de la Martinique (celui du siège social de la structure qui rédige la convention).

ARTICLE 10 : Droit applicable – Attribution de compétence

La présente convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents de Fort-de-France.

La présente convention comporte 6 pages.

Fait en trois exemplaires originaux.

A _____, le

Alfred MARIE-JEANNE
Président du Conseil Exécutif
de la CTM

Président de l'AMREC



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-301-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-301-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ MARTINICAIS DE PRÉVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE – CENTRE DE SOINS, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PRÉVENTION EN ADDICTOLOGIE (CMPAA-CSAPA)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 24 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement de cinquante mille euros (50 000,00 €) au Comité Martiniquais de Prévention en Alcoologie et Addictologie – Centre de soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CMPAA – CSAPA).

ARTICLE 2 : La somme correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a handwritten signature of Claude LISE in black ink. To the right of the signature is the official circular seal of the Collectivité Territoriale de Martinique. The seal features a central emblem with a landscape and a building, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and a decorative border.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-302-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-302-1

PORTANT PROGRAMME D' ACTIONS DE DÉMOUSTICATION POUR L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif et de son Président;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 24 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est adopté le programme d'actions de démostication sur l'année 2017.

Ce programme d'actions prévoit :

- l'organisation d'ateliers démostication à l'attention des référents municipaux des 34 communes de l'île;
- la tenue de l'événement annuel « Journée contre le moustique »
- la mise en place de la « Caravane Stop aux moustiques »
- la réalisation de la traditionnelle « Opération Toussaint ».

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-303-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-303-1 /

PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT À L'INSERTION ET L'AIDE À DOMICILE (ALIAD)

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 20 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de vingt-quatre mille euros (24 000 €) à l'association pour l'accompagnement à l'insertion et l'aide à domicile (ALIAD) pour l'achat d'un véhicule utilitaire.

ARTICLE 2 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de dix-huit mille euros (18 000 €) à l'association pour l'accompagnement à l'insertion et l'aide à domicile (ALIAD) pour la réalisation d'actions de prévention.

ARTICLE 3 : Les sommes correspondantes sont imputées comme suit :

- Au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour le fonctionnement
- Au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'investissement.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-304-1-DE
Date de télétransmission : 25/08/2017
Date de réception préfecture : 25/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-304-1

PORTANT ACQUISITION DE DEUX PARCELLES CADASTRÉES AM N°274 ET AM N°276 DÉTACHÉES DE LA COPROPRIÉTÉ « RÉSIDENCE AJOUPA » AU ROBERT

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller Exécutif en charge des infrastructures, des réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis du service des domaines en date du 29 mai 2012 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 21 juillet 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de la libération des emprises nécessaires à la réalisation des travaux de mise à 2x2 voies de la section Mansarde / Maternité au Robert, la Collectivité Territoriale de Martinique procède à l'acquisition des terrains cadastrés suivants, propriétés de la copropriété de la « Résidence Ajoupa » - Commune du Robert :

- AM n° 274, d'une superficie de 1360 m², détaché de la parcelle cadastrée AM n°2, pour un montant de 115 600,00 €,
- AM n° 276, d'une superficie de 505 m², détaché de la parcelle cadastrée AM n°3, pour un montant de 42 925,00 €.

ARTICLE 2 : À titre d'indemnisation, le syndic de copropriété de la « Résidence Ajoupa », la société « LA MARTINICAISE D'HLM » reçoit la somme de cent cinquante-huit mille cinq cent vingt-cinq euros (158 525,00 €) pour la cession des parcelles susvisées à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : L'indemnité due au cédant est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-305-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-305-1

**PORTANT DÉSFFECTATION D'UNE PARTIE NON BÂTIE ET HORS CLÔTURE DE
1 HA 36 A 39 CA DE LA PARCELLE C 168 ET L'INTÉGRALITÉ DE LA PARCELLE C 170
DE 77 A 59 CA DU COLLÈGE EDMOND LUCIEN VALARD DU SAINT ESPRIT**

**AVIS FAVORABLE POUR LA CESSIION PAR L'ÉTAT À LA COMMUNE
ACCEPTATION DE LA CESSIION À TITRE GRATUIT PAR L'ÉTAT À LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA PARTIE BÂTIE ET CLÔTURÉE DE
3 HA 79 A 31 CA DE LA PARCELLE C 168**

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu les délibérations de la Commission Permanente du Conseil Général de la Martinique n°s CP/45-01 du 18 janvier 2001 et CP/42-05 du 13 janvier 2005 relatives à la désaffectation de parcelles du collèges Edmond Lucien VALARD sis au lieudit « la carreau » - commune du Saint-Esprit ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller Exécutif en charge des infrastructures, des réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant les négociations engagées avec l'État pour la cession à la Collectivité Territoriale de Martinique des collèges propriété de l'État ;
Considérant que le collège Lucien Edmond VALARD de Saint-Esprit est affectataire des parcelles cadastrées section C n°s 168 (5 ha 17 a 35 ca) et 170 (77 a 59 ca) ;
Considérant que ces terrains ont été vendus par la commune à l'État pour la réalisation du collège par acte des 31 décembre 1978 et 12 mai 1970 ;
Considérant que le collège proprement dit n'est implanté que sur une partie de la parcelle C 168, la C 170 abritant un petit terrain de football et une maison d'habitation ;
Considérant que l'autre partie de la parcelle C 168 n'est pas clôturée et abrite également une maison d'habitation ;
Considérant la demande de la commune de Saint-Esprit portant récupération des surplus de terrain non utiles au collège ;
Considérant que la parcelle C 170 et la partie hors clôture de la C 168 ne sont pas utiles au développement du collège ;
Considérant l'avis favorable émis par le conseil d'administration du collège en sa séance du 26 mai 2016 pour la cession à la commune de la parcelle C 170 et de la partie hors clôture de la C 168 ;
Considérant la correspondance de la Direction Régionale des Finances Publiques en date du 07 mars 2017 informant de la décision de l'État portant cession à la commune des parcelles C 170, de la partie hors clôture de la C 168 et cession à la Collectivité Territoriale de Martinique de la partie bâtie et hors clôture de la C 170 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 21 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée la désaffectation de l'intégralité de la parcelle C 170 (77 a 59 ca) et de la partie non bâtie et hors clôture (1 ha 36 a 39 ca) de la parcelle C 168 sises au Saint-Esprit.

ARTICLE 2 : Est émis un avis de principe favorable à la cession par l'État à la commune de Saint-Esprit de l'intégralité la parcelle C 170 et la zone non bâtie et hors clôture à détacher de la parcelle C 168.

ARTICLE 3 : Est acceptée la cession à titre gratuit par l'Etat à la Collectivité Territoriale de Martinique de la partie bâtie et des bâtiments, d'une superficie approximative de 3 ha 36 a 39 ca constituant la zone clôturée à détacher de la parcelle C 168.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-306-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-306-1

PORTANT DÉCLASSEMENT ET DÉSAFFECTATION DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION N N°985 SISE RD 37 AUX ANSES D'ARLET / REVERSEMENT DANS LE PATRIMOINE PRIVÉ DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CESSION À MONSIEUR DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION N N° 985 DE 190 M² SITUÉE AU LIEU-DIT « PETIT ANSE » AUX ANSES D'ARLET

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'estimation des Domaines en date du 07 février 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller Exécutif en charge des infrastructures, des réseaux numériques et de la formation professionnelle,
Considérant l'occupation par le restaurant « _____ » aux Anses d'Arlet, de la parcelle cadastrée section N n° 985 provenant du domaine public routier ;
Considérant que cette parcelle n'est pas utile pour le réseau routier et ne présente pas d'intérêt pour les éventuels aménagements qui pourraient être réalisés dans la zone ;
Considérant l'accord donné par courrier en date du 09 mai 2017 de Monsieur _____ pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section N n° 985 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 21 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont décidés le déclassement, la désaffectation et le reversement dans le patrimoine privé de la Collectivité Territoriale de la Martinique, de la parcelle cadastrée section N n° 985 sise aux Anses d'Arlet.

ARTICLE 2 : Est autorisée la cession à Monsieur _____ de la parcelle cadastrée section N n° 985 d'une superficie totale de 190 m², sise aux Anses d'Arlet.

ARTICLE 3 : Cette cession se fait au prix total de huit mille trois cent soixante euros (8 360 €).

ARTICLE 4 : L'engagement de la recette correspondante est fait sur le chapitre 954 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Le titre est émis sur le chapitre 943 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-308-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2017
Date de réception préfecture : 30/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-308-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ISAGRI

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil et en particulier ses articles 2044 et 2058 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 30 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole agro-transformation et élevage, le 20 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la Société ISAGRI pour un montant de mille deux cent quatre vingt-seize euros douze centimes (1 296,12 €) HT pour le paiement de prestations effectuées.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'indemnité est versée dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la convention de ladite transaction à la société.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-308-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, Représentée par le Président
du Conseil Exécutif Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-après par le terme :
« La Collectivité »

d'une part,

ET

La Société ISAGRI représentée par Monsieur
Président habilité à cet effet et désigné ci-après par le terme :

en qualité de

"« ISAGRI »

D'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,
Vu l'avis de la Commission d'Appel d'offres en date du 30 novembre 2016,
Vu la délibération n° de l'Assemblée Plénière en date du autorisant le Président
du Conseil Exécutif à signer une convention de transaction,

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Station d'Essai en Cultures Irriguées de Sainte-Anne utilise, depuis 2005, un ensemble de solutions, de la Société ISAGRI, conçues pour répondre aux besoins administratifs, techniques et économiques des exploitations agricoles.

ISAGRI a transmis en Novembre 2015 le devis pour la maintenance de l'année 2016. Aujourd'hui il est constaté que la Sté ISAGRI n'a ni marché ni contrat de service avec la Collectivité. ISAGRI assure sa prestation à partir de conditions générales de vente (CGV) qui sont tacitement acceptées par la Collectivité.

Afin de payer cette prestation pour l'année en cours ISAGRI a transmis :

- Devis BC88516616 pour l'année 2016
- CGV
- Attestation d'exclusivité

Le total de l'indemnité due à ISAGRI s'élève à 1 296.12 € HT

Les prestations ayant été effectivement effectuées, il est proposé une convention transactionnelle en vue du règlement de la facture en cause, arrêté au montant total de 1 296.12 € HT.

ARTICLE 1 :

Sur présentation par la Société ISAGRI des justificatifs afférents, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une indemnité globale, forfaitaire et définitive d'un montant de 1 296.12 € HT en remboursement des dépenses utiles et nécessaires faites par elle, au titre des prestations réalisées sans support contractuel pendant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

ARTICLE 2 :

En contrepartie de ce règlement qui constitue un solde de tout compte, la société ISAGRI renonce irrévocablement à tous droits, actions et demandes complémentaires au titre de ses prestations.

ARTICLE 3 :

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à mandater le paiement de la somme visée à l'article 1^{er} au plus tard trente jours suivant la notification de la présente.

Au cas où la Collectivité Territoriale de Martinique ne procéderait pas au mandatement de la somme de 1 296.12 € HT dans le délai prévu à l'alinéa précédent, la dite somme portera intérêts moratoires au taux légal, et ce à compter du jour de la sommation de payer qui devra lui être délivrée par la société ISAGRI.

Le rejet du mandat opéré par le payeur territorial, agissant dans le cadre des contrôles qui lui incombent en vertu du décret n°012-1246 du 7 Novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, n'est pas assimilable à un défaut de mandatement et s'oppose donc à l'application des intérêts moratoires susmentionnés.

ARTICLE 4 :

La présente convention constitue une transaction en application des articles 2044 et suivants du code civil auxquels elle est soumise.

Moyennant la bonne exécution des présentes par La Collectivité Territoriale de Martinique, la société ISAGRI se déclare intégralement remplie de ses droits.

Toutefois, la présente transaction exclut de son champ d'application la garantie qui pourrait être due par la société ISAGRI du fait de l'exécution de prestations antérieures à la présente transaction.

Le présent protocole a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Président
de la Société ISAGRI

Président du Conseil Exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
Dûment habilité par la délibération n°
De l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-309-1-DE
Date de télétransmission : 04/08/2017
Date de réception préfecture : 04/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-309-1

PORTANT SUR LE CHOIX DE LA SOCIÉTÉ ATTRIBUTAIRE DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION TECHNIQUE ET COMMERCIALE DU RÉSEAU FTTH ET L'APPROBATION DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLÉM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier ses articles L 1411-1 à L 1411-5, R1411-1 à R1411-5, L 1425-1 et s., L 4132-14 et L 7211-4;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 13-2063-1 portant approbation du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de la Martinique ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 15-1984-1 le 30 octobre 2015 pour saisir la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) en vue d'obtenir son avis sur le projet de création du service public local d'un réseau à très haut débit et de sa gestion sous la forme d'une délégation de service public ;
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 15-2473-1 du 19 novembre 2015 portant lancement de la procédure de délégation de service public en affermage pour l'exploitation et la commercialisation du réseau FTTH de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures, des réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique sur les motifs du choix du délégataire et l'économie générale de la convention de délégation de service public ;
Vu le projet de convention de délégation de service public et ses annexes ;
Considérant que l'avis de publicité a été envoyé au JOUE le 30 mars 2016, publié au BOAMP le 30 mars 2016 ainsi que dans la revue spécialisée « Autoroutes de l'information et Territoires » ;
Considérant que la date limite de remise des plis a été fixée au 30 juin 2016 et l'ouverture des plis a été effectuée par la Commission de délégation des services publics (CDSP) le 5 juillet 2016 ;
Considérant que la CDSP s'est réunie une seconde fois le 13 juillet 2016 pour porter son appréciation sur les candidatures et pour établir la liste des candidats admis à déposer une offre conformément à l'article L. 1411-1 du CGCT ;
Considérant que, suite au dépôt des offres initiales des candidats qui ont été retenus, la CDSP s'est réunie le 27 juillet 2016, puis le 31 août 2016 pour analyser les offres et donner son avis sur ces offres et les candidats à retenir au stade de la phase de négociation dans le cadre de la procédure de passation de la délégation de service public concernée ;
Considérant que les négociations se sont déroulées avec les candidats retenus au cours de la période du 8 novembre 2016 au 17 janvier 2017 à l'issue de laquelle les candidats ont été invités à remettre leur offre finale au plus tard le 23 février 2017 à 12 heures ;
Considérant que suite à la réception des nouvelles offres, la CDSP s'est à nouveau réunie le 22 mars 2017 pour donner son avis motivé sur les offres finales des candidats afin d'éclairer l'exécutif sur le choix du candidat avec lequel il convient de contractualiser ;
Considérant que, sur la base de cet avis motivé, le Président du Conseil Exécutif de Martinique a finalisé ces négociations par une phase de contractualisation avec la société SFR Collectivités et a présenté notamment les motifs de son choix ainsi que l'économie générale de la Convention de délégation de service public dans un rapport, conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT ;
Vu l'avis émis par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité/développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 21 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le choix de la société SFR Collectivités en qualité de délégataire du service public relatif à la conception, la réalisation et l'exploitation technique et commerciale du réseau de communications électroniques à très haut débit.

ARTICLE 2 : Sont approuvées, telles que présentées en annexes, la convention de délégation de service public correspondante et ses annexes.

ARTICLE 3 : La participation publique au financement des ouvrages constitutifs du réseau établi par le délégataire, est fixée selon les modalités définies dans la convention de délégation de service public. Le montant maximal au titre des raccordements finals est de 17,4 M€ (hors raccordements longs) sur la durée du contrat.

ARTICLE 4 : Est approuvée la grille tarifaire des services, annexée à la convention de délégation de service public.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à solliciter les financements auprès de partenaires cofinanceurs et à signer tous les documents y afférents.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention de délégation de service public et ses annexes et à la notifier au délégataire.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-310-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2017
Date de réception préfecture : 02/08/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-310-1

MOTION DES ELUS DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE SUR LA SITUATION DE , DIRECTEUR DE L'EPLFPA DE CROIX RIVAIL

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Considérant que les enjeux de l'enseignement agricole en Martinique imposent non seulement une grande expérience dans ce champ professionnel, mais aussi une connaissance appréciable de l'agriculture et de l'environnement martiniquais,

Considérant que l'actuel Directeur de l'EPLFPA de Croix Rivail, , a déjà été victime d'une première tentative de mutation arbitraire sanctionnée par le Tribunal administratif de Fort de France,

Considérant que les appréciations portées à l'encontre de , sont de nature à fonder des recours et des contestations,

Considérant les conséquences graves de la décision du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation sur sa carrière professionnelle et sur sa vie familiale,

L'Assemblée de Martinique, réunie le 28 juillet 2017 en sa séance plénière, appelle les autorités ministérielles compétentes à réviser leur position.

L'Assemblée de Martinique demande l'arrêt de toute mesure de mutation forcée contre Monsieur , et requiert son maintien sur le poste de Directeur de l'EPLFPA de Croix Rivail.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-2017-PAM-8-AR
Date de télétransmission : 31/07/2017
Date de réception préfecture : 31/07/2017

ARRETE N°2017 – PAM - 8 du 28 JUILL. 2017

**Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein du Comité de l'Eau et de la Biodiversité**

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;

Vu le décret n°2017-401 du 27 mars 2017 relatif à la gouvernance de l'eau et de la biodiversité dans les départements d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2017 relatif à la représentation des collectivités territoriales, des diverses catégories d'usagers, des personnes qualifiées et de l'administration de l'État aux comités de l'eau et de la biodiversité et à leur siège en application des articles R. 213-50 et R. 213-51 du code de l'environnement ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Considérant la lettre du 29 mai 2017 dans laquelle le Préfet de la Martinique a demandé au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique communication du nom de six (6) représentants de la CTM, respectant la parité homme/femme ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au Comité de l'Eau et de la Biodiversité de la Martinique, les conseillers à l'Assemblée de Martinique suivants :

- Madame PLANTIN Maryse
- Madame RENARD Nadine
- Madame TOUL Marie-France
- Monsieur JOSEPH-ANGELIQUE Charles
- Monsieur MENCE Charles -André
- Monsieur ZOBDA David.

Article 2: Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié aux représentants désignés de la collectivité.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





Le Président de l'Assemblée
de Martinique

République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-2017-PAM-9-AR
Date de télétransmission : 31/07/2017
Date de réception préfecture : 31/07/2017

ARRETE N°2017- PAM - 9 du 28 JUIL. 2017

**Portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein du Comité d'orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA)**

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code forestier ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.181-17, L. 181-25, R.181-17, R. 313-1 et R. 313-45 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n° 2015-467 du 23 avril 2015 relatif à la compétence et aux modalités d'intervention de la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural sur les demandes de reconnaissance de groupement d'intérêt économique et environnemental ;

Vu le décret n°2015-715 du 24 juin 2015 relatif au comité d'orientation stratégique et de développement agricole et au groupement d'intérêt économique et environnemental ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n° 16-24-16 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu l'arrêté du préfet de la Martinique R. 02-2016-08-11-001 en date du 11 août 2016 portant constitution du comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA) de Martinique ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif R. 02-2016-11-21-001 en date du 21 novembre 2016 portant constitution du comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA) de Martinique ;

Vu l'arrêté préfectoral R 02-2017-07-12-005 du 12 juillet 2017 relatif à la désignation des membres de la section 3 dite « Enseignement, recherche, formation, développement du comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA) ;

Vu l'arrêté préfectoral R 02-2017-07-12-003 du 12 juillet 2017 qui annule et remplace l'arrêté préfectoral n° R 02-2017-04-06-003 relatif à la désignation des membres de la section 1 dite « Économie et structures agricoles » du comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA) ;

Vu l'arrêté préfectoral R 02-2017-07-12-004 du 12 juillet 2017 qui annule et remplace l'arrêté préfectoral n° R 02-2017-04-06-01-009 relatif à la désignation des membres de la section 2 dite « Agro-écologie et écophyto » du comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA) ;

Considérant le règlement intérieur du comité d'orientation stratégique et de développement agricole de Martinique validé le 26 janvier 2017 ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole les conseillers à l'Assemblée de Martinique suivants :

	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Formation Plénière (2)	Mme Nadine RENARD Mme Nadia LIMIER	Mme Marie-France TOUL M. Richard BARTHELERY
Section : Économie et structures agricoles (1)	Mme Nadia LIMIER	M. Richard BARTHELERY
Section : Agro-écologie et Ecophyto (1)	Mme Nadine RENARD	M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE
Section : Enseignement, Recherche, formation Développement (1)	Mme Nadine RENARD	Mme Josiane PINVILLE

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié aux représentants de la collectivité désignés. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

